

Pli ta ké two ta !



Conseil National des Comités Populaires
C.N.C.P

MAI 2020

« Pli ta ké two ta ! »

« Plus tard, il sera trop tard ! »

*Dans cette brochure vous retrouverez
les éditoriaux et les billets du CNCP
parus dans notre journal en ligne
« Jik An Bout » ainsi que
les déclarations politiques
et les contributions publiées
par notre organisation et ses militants,
de Mai 2019 à Mars 2020.*

SOMMAIRE

Préface	5
Editoriaux et billets du CNCP publiés dans le journal Jik Anbout	
♦ Le vent a commencé à tourner	6
♦ Pour ceux qui ignorent que ce sont les peuples qui font l'histoire	8
♦ La barbarie à l'état pur !	9
♦ A vot' bon cœur, sieu-zé-dam !	10
♦ Corruption et scélératresse : les deux mamelles du capitalisme	12
♦ Capitalisme, impérialisme et gangstérisme international	14
♦ Epanouissement individuel et émancipation collective	15
♦ «Manjékocho» en république betteravière	16
♦ Non ! L'Afrique n'est pas pauvre, elle est pillée !	19
♦ Statut d'élu (e) et contrôle du pouvoir	20
♦ Qu'est-ce qui fait courir les candidats (es) aux municipales ?	22
♦ En quoi les prochaines municipales peuvent-elles être utiles au peuple martiniquais ?	23
♦ « Nos rêves d'aujourd'hui seront les lois de demain »	25
♦ Quels sont les voyous qui troublent l'ordre public ?	27
♦ L'Afrique rompt ses chaînes : c'est l'humanité qui se libère !	28
♦ Quelle mission pour les afro-descendants de par le monde ?	29
♦ Panafricanisme, «noirisme» et révolution humaniste	31
♦ Le colonialovirus : un danger encore plus grave !	35
♦ Que vive la solidarité pour que vive l'humanité !	37
Déclarations, contributions et Interventions	
♦ Le rôle de notre africanité pour notre unité - AFRICAN LIBERATION DAY	40
♦ Déclaration du CNCP - A bas la désinformation ! Assez de mensonges !	43
♦ Intervention du CNCP - Du soutien à la solidarité	45
♦ Refusons d'être complice d'un nouveau crime contre l'humanité !	47
♦ La lutte révolutionnaire contre la droitisation et le fascisme	50
♦ Message du CNCP à : CANDIDATURA D'UNITAT POPULAR (CUP)	55
♦ Hommage au camarade Yvon Anicet ROISIER	56
♦ BOLIVIE : un coup d'état criminel de plus contre les peuples !	58
♦ Le sabotage définitif des retraites est en cours	60
♦ XVI ^{ème} AG. des Comités Populaires - Dimanche 10 novembre 2019	63
- Ouverture de la séance par le président Jean ABAUL	
- Présentation du rapport d'activités par le porte-parole Alain LIMERY	
- Intervention du responsable aux affaires extérieures Robert SAE	
« AVANCER ENSEMBLE POUR VIVRE MIEUX ! »	
♦ Crapulerie électoraliste et violence circulaire	73
♦ C'est de l'annonce d'une contre-offensive qu'il s'agit aujourd'hui !	74
♦ Pa sali dlo-a !	76
♦ Intervention de Robert SAE au meeting d'information et de solidarité organisé par le « komité 13 janvyié » à Paris le 21 février 2020	78
♦ Urgence économique ou barbarie capitaliste ?	81
♦ Ce nouveau crime avec préméditation ne restera pas impuni !	84
Contacts et émissions	87

Préface



L'heure de la Révolution a sonné !

La pandémie de coronavirus qui frappe le monde aujourd'hui est venue nous rappeler que « chacun et chacune d'entre nous n'est qu'un infime élément faisant partie d'un écosystème global et que l'humanité est constamment confrontée au défi de la survie ». Elle confirme aussi l'urgente nécessité de la réflexion sur le « comment vivre ensemble », celle, aussi, du combat pour notre émancipation et la construction d'une autre humanité.

En réalité, deux civilisations s'affrontent :

L'une, réactionnaire, dans laquelle les peuples sont soumis à la domination impérialiste porteuse d'un système de prédation qui génère discrimination et misère, dont la folie productiviste met la planète en danger.

L'autre, qui veut que l'humanité s'appuie sur le respect de l'harmonie entre le vivant et l'environnement, sur le partage équitable des ressources et un juste équilibre entre les intérêts collectifs et individuels, sur un épanouissement spirituel et corporel qui permettrait à tous de vivre dans la quiétude.

En ce qui nous concerne, nous peuples colonisés, cette crise a prouvé les limites du cadre institutionnel qui nous est imposé, la grave irresponsabilité des partisans de la dépendance et la nature dangereuse du soi-disant « développement » qu'ils applaudissent. Le tourisme qu'ils nous proposent comme moteur incontournable s'est révélé être un leurre. L'extraversion organisée de l'économie, les illusions entretenues quant à la philanthropie des gouvernements ultralibéraux de l'Union Européenne, nous confinent dans la dépendance alimentaire et l'impréparation aux catastrophes, naturelles ou pas. Face à ce constat, il est plus qu'important de s'organiser à la base dans les quartiers et dans le pays avec pour objectif :

- de promouvoir toutes activités dissidentes nous permettant de prendre notre destin en main,*
- d'impulser une économie endogène et auto centrée visant l'autosuffisance alimentaire,*
- de multiplier les initiatives alternatives dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la culture.*

Ce qui est indéniable, c'est que cette crise annonce la fin du système capitaliste globalisé et cette période nous appelle à assumer notre devoir révolutionnaire :

C'est maintenant qu'il nous faut prendre le pouvoir !

Jean ABAUL, Président du CNCP.

TEXTES PUBLIES DANS LE JOURNAL EN LIGNE DES COMITES POPULAIRES ' JIK AN BOUT '

MAI 2019

N°143

LE VENT A COMMENCE A TOURNER

Le Dimanche 5 mai, plus d'un millier de martiniquais, femmes, hommes, jeunes s'étaient donnés rendez-vous sur la plage de Fond Larion à Sainte-Luce. Leur objectif était de faire respecter la libre circulation sur le littoral. Comme en beaucoup d'autres endroits dans notre pays, des riverains, généralement fortunés et étrangers, avaient barré le chemin qui borde la plage pour, de fait, s'approprier l'espace.



Les centaines de participants ont entrepris de renverser toutes les barrières et de détruire les installations construites au voisinage direct de la plage. Des bonnes consciences ont retenu de l'événement la « brutalité » et les « atteintes à la propriété privée ». Certains, concédant que la situation posait problèmes, ont reproché aux défenseurs de la libre circulation de ne pas avoir agi sur le plan judiciaire. Via facebook, un français a même traité l'association écologique « Assaupamar » de « bande de voyous », prenant l'engagement de la faire dissoudre ! Cet événement, selon nous, est l'illustration d'une évolution significative de la situation politique et sociale dans notre pays.

Point 1 : Les administrations françaises prennent systématiquement le parti de leurs ressortissants et le peuple ne supporte plus les injustices. Il commence à réagir collectivement pour mettre fin à cet état de chose.

Ceux qui appellent le peuple à s'enfermer dans des procédures judiciaires font semblant d'ignorer cette réalité-là : Procédures à rallonge, verdicts iniques en faveur des puissants permettent d'imposer le fait accompli. Voyez comment l'administration s'est empressée de venir au secours de ses ressortissants en prétextant, sans rire, qu'entre 20 et 30 mètres de côtes avaient disparu et que cela justifiait que ces gens barrent le chemin emprunté par la population depuis des décennies.

Où étaient ceux qui compatissent avec des privilégiés pleurant la perte de leurs espaces de villégiatures quand on détruisait la maison de M. Nomis et des dizaines d'autres occupants légitimes de la zone des 50 pas ? Qui « la loi » et les gendarmes protégeaient-ils, alors ?

Point 2 : Comment dénouer la crise ?

En premier lieu, c'est à l'Etat Français d'indemniser ceux à qui il a vendu de façon indue des portions du littoral.

En second lieu, il convient de réparer cette injustice liée à l'occupation coloniale qui a permis à l'Etat français de se déclarer propriétaire de la bande côtière des « 50 pas du Roi » devenue pudiquement « 50 pas géométriques ». Celle-ci devrait être remise en entière propriété aux collectivités martiniquaises. Au passage, il serait prudent pour l'Etat de mettre au pas ceux de ses fonctionnaires, en particulier à l'ONF, qui font preuve d'arrogance. Leur attitude contribue à jeter de l'huile sur le feu.

Point 3 : L'engagement pour l'ancrage dans notre pays et la défense de notre environnement s'amplifie

Le fait que des centaines de personnes, dont beaucoup de jeunes, se sont mobilisés pour la défense de la libre circulation sur le littoral et plus généralement pour le respect de nos droits en tant que peuple montre bien que le vent est entrain de tourner. Il est clair que l'Etat français et tous ceux qui se sentaient en pays conquis n'accepteront pas sans réagir de perdre leurs privilèges. Nous devons donc nous attendre à ce que des tensions de plus en plus vives se manifestent sur le terrain. Il s'agit dès lors pour notre peuple de renforcer son unité, de s'organiser et, surtout, de se rassembler autour d'un projet commun afin de se prémunir de tout dérapage incontrôlé.



JUIN 2019

N°144 **POUR CEUX QUI IGNORENT QUE CE SONT LES PEUPLES
QUI FONT L'HISTOIRE**

« Si le peuple n'a pas voté massivement pour « l'Europe », c'est qu'il n'a pas compris les bienfaits de celle -ci ! » et, vu qu' « il n'est pas prêt à avoir un drapeau national, on va lui donner un lambi en guise de hochet ! » « Le peuple n'est pas mûr ! Le peuple n'est pas prêt ! » : Belle illustration de l'arrogance et du mépris dont les représentants des classes dominantes font preuve à l'égard des classes opprimées :

Avant de se muer en abolitionniste, Schoelcher se gaussait des anti-esclavagistes en écrivant « *Que ferions-nous de ces brutes décorées du titre de citoyen ?* » Les esclaves n'étaient pas prêts à recevoir la liberté ! A l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir en 1981, Aimé Césaire déclare le « moratoire », le peuple Martiniquais « n'étant pas prêt à accepter l'évolution institutionnelle ».

En 2015, l'alliance du MIM, du Palima, du PCM et du RDM signe un pacte avec le parti de droite LR pour que la CTM gèle la question institutionnelle pendant la mandature. Le peuple n'était encore pas prêt !

Pour les politiciens, le peuple n'est « prêt » que quand il les porte au pouvoir après avoir entendu des promesses pré-électorales démagogiques !

Pour eux le peuple n'est « mur » que quand il ne remet pas en causes la « gouvernance » et les décisions imposées par les élus (es)

Il convient de combattre résolument ces thèses réactionnaires qui cachent une volonté d'imposer des politiques nuisibles aux intérêts du peuple.

Au demeurant, elles font partie d'un arsenal idéologique et pratique servant à empêcher toute transformation révolutionnaire de la société. Pour assurer une mainmise sans partage sur le pouvoir :

- On utilise toutes les ficelles possibles pour empêcher l'accès aux éléments de connaissance ou à une information fiable indispensables à la compréhension des enjeux ;
- On se présente alors comme le détenteur exclusif des solutions pour obtenir des mandats ;
- Une fois au « pouvoir », on s'attache un électorat sur la base du clientélisme et de la diabolisation à outrance des adversaires, de tout contradictoire, quitte à attiser les divisions au sein du peuple. Le débat politique cède alors la place aux règlements de compte.

Dans le contexte actuel en Martinique, le fanatisme politique qui causait tant de dégâts jusqu'au début des années 70 et qui avait fortement reculé grâce au travail des militants révolutionnaires, connaît un dangereux regain. Là où s'étaient développées des pratiques de tolérance et de respect mutuel, reviennent des comportements de gère d'habitation s'appuyant sur la répression ou le favoritisme. Les affidés ne se cachent plus pour cautionner les pires dérives. (Notamment la tentative d'éliminer le drapeau martiniquais ou l'espionnage d'un parti politique opposé.)

Pour notre part, nous croyons que, comme le dit l'hymne international des travailleurs : "il n'est pas de sauveur suprême". Nous croyons en la puissance et en la primauté de la pensée collective ! Pour nous, donc, Il s'agit de prendre partout le contre-pied de ceux qui nous imposent leur domination, en favorisant l'accès à la connaissance et à l'information alternative, en encourageant l'autoformation, la prise d'initiatives à la base, le développement d'espaces d'échanges et de cogestion.

Il est grand temps de nous détourner de ceux qui nous proposent "le carnaval des autres" comme seul horizon.

N°145 LA BARBARIE A L'ETAT PUR !

Murtaja Qureiris, qu'on, voit au centre de la photo, avait dix ans quand il a participé à cette manifestation pacifique à bicyclette avec d'autres enfants et quand il a déclaré dans un mégaphone « Le peuple exige des droits humains ! ». C'est pour cela qu'il a été arrêté en 2013, accusé dans le cadre d'une caricature procès d'être « membre d'une organisation terroriste » et ... condamné à mort. A seize ans, il a été transféré dans une prison pour adulte et maintenant qu'il a atteint la majorité, il peut être exécuté à tout moment.



Imaginez un seul instant que ces faits se déroulent en Syrie ou au Venezuela ! Comment auraient-ils été traités dans les médias ? Mais, c'est en Arabie Saoudite que cela se passe ; oui, dans ce pays à qui la France vend des armes. Alors, quelques médias en ont brièvement parlé et sont passé à autre choses. Bien sur, on tombe des nues en découvrant cette information. On se demande ce qu'on peut faire. On signera des pétitions et on fera des communiqués de dénonciation. Cela est absolument nécessaire¹. Cependant, il est essentiel que nous réalisons que cette atrocité n'est qu'une infime manifestation de la barbarie qui prévaut à l'échelle internationale actuellement.

Une poignée de pays impérialistes qui arme et soutient les pires dictatures pendant qu'eux-mêmes agressent militairement toute nation qui ose faire obstacle à leur hégémonie.

Un gang d'états voyous qui organisent la subversion et imposent des sanctions, au mépris du droit international le plus élémentaires, pour abattre tout gouvernement développant des politiques alternatives au service de leurs peuples,

Des régimes qui marchent à pas forcés vers la dictature, organisant des coups d'état institutionnels, emprisonnant des élus coupables d'avoir organisé une consultation populaire², éborgnant à coup de LBD des civils qui défendent leurs droits,

Voilà la réalité !

Les mêmes qui crient « Démocratie ! Démocratie », s'accommodent de la répression à l'encontre de jeunes (et même d'enfants), des procès iniques, de la torture tant qu'ils sont pratiqués par leurs comparses des monarchies du Golfe ou par l'Etat terroriste d'Israël.

C'est dire que toutes ces barbaries ne disparaîtront vraiment qu'avec la destruction du système impérialiste.

²⁾ Ou bien on restera muet pour ne pas écorner l'image idéaliste de l'Europe dont on est complice.

³⁾ Le cas de la Catalogne ne semble pas émouvoir les bonnes consciences en Europe !

N°146 A VOT' BON CŒUR, SIEU-ZE-DAM !

Malheur ! Notre Dame de Paris, le « joyau de notre patrimoine » a brûlé ! Tous et toutes à vos économies, il faut nous unir pour sa reconstruction ! Comme c'est beau, une chômeuse a donné 100 euros et un chef d'état d'Afrique, dont la population vit dans la misère, ému aux larmes, a annoncé un gros don ! Des municipalités endettées ont vidé leurs comptes pour communier. Vous vous rendez compte : près d'un milliard de dons promis en une semaine¹. Des sommes astronomiques, il est vrai, ont été proposées par les plus gros capitalistes ; après tout, ça prouve qu'ils ont du cœur !

Nombreux sont ceux qui s'étaient déjà indignés de cette vaste opération de récupération ayant suivi, il y a bientôt trois mois, l'incendie de la fameuse cathédrale. Eh bien ! Ce coup là, n'est qu'un exemple d'une manipulation de beaucoup plus grande envergure.

Au nom de l'ultralibéralisme, les gouvernements imposent de moins en moins les grandes fortunes, saccagent tous les services publics, suppriment les aides aux associations culturelles ou caritatives, privent les collectivités des subventions auxquelles elles avaient droit, etc. Tout cela dans un contexte où la précarisation se généralise et les difficultés s'accumulent pour la population.

Alors, pour faire tourner la machine, tout en faisant oublier la coupable responsabilité des gouvernants, il faut trouver ailleurs l'argent nécessaire.

Désormais, en s'appuyant sur le mythe de l'union sacrée de la communauté, il faut faire en sorte que la population mette la main à la poche².

La méthode est rodée : elle s'appuie principalement sur le chantage à la compassion, à la générosité et à la solidarité. Les médias du système sont mobilisés pour « remuer les tripes », pour vous inciter à faire comme tout le monde et développer un fort sentiment de culpabilité chez ceux qui n'accepteraient pas de « communier ». Le retour sur investissement est double : Le financement des actions est assuré et, en même temps, on renforce l'endoctrinement idéologique.

La grande manipulation réside dans le fait que les gouvernements misent sur une série ininterrompue d'opérations faisant appel à la générosité des populations pour pallier leur criminel désengagement. Par exemple, Téléthon, Sidaction (etc.), permettent à l'Etat d'intensifier sa politique de désengagement dans le domaine de la recherche.

Ce n'est pas le seul ressort de l'émotion qui permet le racket gouvernemental. L'appât du gain et l'addiction aux jeux sont aussi instrumentalisés. C'est ainsi que, maintenant, le « Super Loto Mission Patrimoine » créé par la Française des jeux contribuera à assurer l'entretien de monuments.

Et puis, les classes dominantes font tout pour dissuader les personnes confrontées aux difficultés quotidiennes d'y porter des réponses collectives et qui se donneraient pour objectif de changer de système. Le recours aux « cagnottes » est particulièrement encouragé. Des sites spécialisés et... commerciaux s'activent à cet effet. Inutile de dire que le gouvernement garde sa tutelle sur ces « cagnottes » comme l'a montré le blocage de celle des « Gilets Jaunes »³ et la promotion de la collecte en faveur des « policiers qui se sacrifieraient pour garantir la sécurité de la population ».

Ainsi, cyniquement, ceux d'en haut essaient de sauver leur système en s'appuyant sur les qualités de ces peuples qu'ils ne cessent de mépriser et qui leur sont tellement étrangères : l'empathie et la générosité. Il est donc essentiel pour nous de refuser leurs chantages et de consolider nos propres solidarités.

¹ - Ceci dit, beaucoup se sont rétractés depuis le temps des annonces.

² - De gré ou de force : Pensez au vol du Lundi de la Pentecôte !

³ - Il a même été envisagé de communiquer le nom des contributeurs à la justice.



JUILLET 2019

N° 147 **CORRUPTION ET SCÉLERATESSE : LES DEUX MAMELLES DU CAPITALISME**

Et un scandale de plus, un ! Pris la main dans le sac, le ministre de l'écologie de Macron a été contraint de démissionner¹. Repas fastueux avec les amis, dépenses pour agrémenter son logement privé, usage abusif des véhicules avec chauffeur, etc. Tout cela avec l'argent des contribuables, à l'heure où on leur impose des sacrifices ! Pour sa défense, l'individu déclare que rien de tout cela n'est contraire à la loi ! Là, il a raison ! Dans le système capitaliste, les institutions et les législations ont été conçues pour garantir à la caste des maîtres de l'économie et à son personnel politique la jouissance de remarquables privilèges. Corruption légale, donc ! Sauf que cette corruption légale ne suffit pas à satisfaire l'appétit des prédateurs et qu'elle est consubstantielle des mesures scélérates imposées à la population.

Pots de vin, trucage de marchés, évasion fiscale (etc.), tout cela fait partie de leur quotidien et chaque jour apporte son lot de révélations. Ah ! Si l'Etat mettait la même énergie dont il fait preuve pour combattre les chômeurs fraudeurs aux allocations, pour s'attaquer à cette corruption là, il n'y aurait plus de déficit public ! Mais il est généralement très magnanime pour les délinquants en col blanc².

Où l'on peut parler de scélératesse, c'est quand on relève que ce sont ceux-là même qui ont ces comportements indignes qui imposent de cruelles politiques d'austérité aux populations.

Ainsi, le 18 juillet dernier, l'exécutif missionné par le gouvernement pour préparer la « réforme » des retraites rendait son rapport. Rien d'inattendu : on va repousser l'âge du départ à la retraite et baisser les pensions. Derrière toutes les justifications alambiquées que déversent les sbires du système, se cache l'application d'une politique scélérate imposée par les maîtres de la globalisation ultralibérale. En réalité, l'objectif est, entre autres, de livrer la manne financière que constituent les cotisations récoltées par les caisses de retraites et les mutuelles aux capitalistes, à travers leurs fonds de pension et leurs sociétés d'assurance privées.

Qui peut sérieusement penser que l'allongement de la durée du travail vise à équilibrer les comptes et assurer les pensions des générations futures ? Qui peut douter du fait que, si l'Etat décrétait une sensible augmentation de l'imposition des grandes fortunes et des multinationales – dont les profits sont astronomiques – pour financer les différents régimes de retraites, les caisses n'accuseraient jamais aucun déficit et que la population entière pourrait bénéficier de pensions lui permettant de vivre décemment, aujourd'hui et pour toujours. Il faut absolument mettre fin à tous les privilèges indus pour que les peuples vivent dignement.

Imaginez qu'avec les 400.000 euros annuels qui étaient offerts à François de Rugi comme « frais de représentation » », on pourrait payer la pension mensuelle de 1 000 ouvriers agricoles martiniquais. Ne parlons pas des 400.000 euros d'argent de poche attribués à Brigitte MACRON ! Au passage, rappelons que le roitelet qui prend à la gorge les retraités soi-disant « aisés » a dépensé plus de 100.000 euros pour ses vacances et que, en 2018, l'Élysée a dépensé 5,6 millions de plus que le montant prévu au budget.

En vérité, corruption et scélératesse sont les deux mamelles qui nourrissent le capitalisme. Dans leur suprême arrogance, les maîtres du système s'imaginent pouvoir abuser l'opinion indéfiniment. Mais comme le dit l'adage populaire martiniquais : « Tout bagay sé pou an tan ! »³

1- Le ministre démissionnaire n'est pas à plaindre, il va récupérer son siège de député le mois prochain

2- Comment expliquer que le délinquant Benalla ne soit pas en prison et qu'on s'enorgueillisse que sa société de vigiles aille concurrencer la Russie en Afrique ?

3-Littéralement : toute chose ne dure qu'un temps.



AOÛT 2019

N°148 CAPITALISME, IMPERIALISME ET GANGSTERISME INTERNATIONAL

S'ils le pouvaient, les parrains des mafias russes, siciliennes, colombiennes, les Yakuzas, ou autres syndicats du crime porteraient plainte collectivement contre les gouvernements impérialistes pour concurrence déloyale ! Ceux-ci, en effet, utilisent ouvertement les institutions officielles pour s'autoriser impunément l'usage de toutes violences et de toutes exactions, pour patauger dans la corruption et, finalement, pour racketter les populations.

Pour décrire cette réalité, citons un extrait de la contribution présentée par le CNCP au XXIII^{ème} séminaire « **PROBLEMES DE LA REVOLUTION EN AMERIQUE LATINE*** » :

« **A l'échelle du monde**, le droit international est bafoué : Une poignée de dirigeants impérialistes décrète des « sanctions » illégales contre des Etats souverains, des associations et des individus. Ils imposent au monde leurs « lois extraterritoriales » et les diktats d'une Cour Pénale Internationale à leur solde. Ils s'arrogent un « droit d'ingérence » prétendument humanitaire et lancent des guerres dites « préventives ». La collaboration avec les pires dictatures et le soutien à des groupes subversifs leur servent de tremplin pour déstabiliser les pays anti-impérialistes. La justice est plus que jamais instrumentalisée par les classes dominantes pour s'attaquer aux lanceurs d'alerte, aux militants et organisations du mouvement populaire, pour orchestrer la destitution et l'incarcération infondées de représentants démocratiquement élus. Les élections sont gangrenées par la fraude, l'argent sale, la désinformation déversée par des médias aux ordres et par la corruption de bon nombre d'élus.

A l'échelle des Etats, les gouvernements ont bradé toutes leurs compétences au profit d'institutions non-élues, des banques, des spéculateurs et des multinationales. Les milliardaires et les lobbyistes, ne s'accommodant plus de partis paravents, prennent directement les rênes du pouvoir politique. Les peuples sont alors jetés dans la misère par un ultralibéralisme barbare qui impose des mesures d'austérité, la destruction des services publics de santé et d'éducation et le sabotage des systèmes de protection sociale. Les avancées sociales et les conventions collectives sont jetées au panier. Une répression féroce s'abat sur les mouvements sociaux et, sous le prétexte démagogique de lutter contre le terrorisme, les conquêtes démocratiques, les libertés individuelles ou collectives sont balayées. »

A ce sombre tableau, s'ajoute une réalité bien tangible : du fait de la montée en puissance des résistances populaires et des difficultés croissantes à s'emparer du butin, la guerre s'intensifie entre les gangs et en leur sein même : L'administration étatsunienne entend rançonner ses propres alliés, l'Union Européenne cherche à faire

payer au Royaume Uni la trahison de son camp, Bolsonaro crache au visage de Le Drian pour punir la France de vouloir l'empêcher de piller en paix, etc.

Dans un tel contexte, il devient de plus en plus difficile pour les mafias impérialistes de respecter leurs accords implicites sur le partage des territoires et l'alliance sacrée contre les rivaux en embuscade. En tout cas, elles auront beau faire, l'heure de la fin de leur règne s'approche inexorablement.

**Ce séminaire s'est tenu à Quito (Equateur) du 24 au 26 juillet 2009 et avait pour thème « La lutte révolutionnaire contre la droitisation et le fascisme ».*

SEPTEMBRE 2019

N°150 ÉPANOUISSEMENT INDIVIDUEL ET ÉMANCIPATION COLLECTIVE

Peut-on vraiment être « bien dans sa peau » quand on vit entouré de gens qui souffrent ? En constatant l'apparence réjouie de ceux qui nagent dans les richesses matérielles et la célébrité, on serait tenté de répondre immédiatement oui à cette question ! Mais, si on pose celle-ci des points de vue psychologique ou philosophique, on aboutira à des réponses plus fondamentales.

D'entrée, posons que le critère premier sur lequel nous évaluons le niveau d'épanouissement individuel n'est ni celui de l'importance des richesses matérielles dont on est possesseur, ni celui de la notoriété gagnée du fait de sa place dans la société. Non ! Il ne s'agit pas de ressortir ici le fameux adage qui prétend que « *l'argent ne fait pas le bonheur* » ⁽¹⁾.

Il s'agit pour nous, autrement, de relever le fait que beaucoup de gens auront le sentiment de se sentir « bien dans leur peau » et d'avoir « réussi » parce que leurs conditions et leur style de vie correspondront à des standards générés par l'idéologie dominante. Or, dans bien des cas, cela ne sera absolument pas signe d'épanouissement.

Être épanoui, n'est-ce pas parvenir à un développement harmonieux de sa personnalité ; n'est-ce pas avancer dans son Humanité (avec un grand H).

Quoi ! Les criminels qui contrôlent les cartels de drogue, les dirigeants des multinationales, les chefs d'état corrompus, (etc.) qui se vautrent dans un luxe insolent, fruit de toutes sortes d'extorsions et du massacre de milliers d'innocents, ces gens là seraient « épanouis » et enviables ? Certainement pas aux yeux des êtres humains normaux ! Le drame, cependant, c'est que leur idéologie, l'idée de la réussite, telles que propagées par leurs institutions et leurs médias ont profondément gangrené l'imaginaire des populations.

Cela donne droit au triste spectacle de ces jeunes mannequins qui, espérant briller, sombrent dans l'anorexie, de ces champions sportifs qui se dopent dans l'espoir de monter sur le podium, de ces politiciens qui se prostituent pour gagner des mandats électifs, de tous ceux et celles capables de dépouiller les autres et d'écraser sans pitié toute concurrence pour arriver au sommet. Dans tous ces cas – des exemples parmi tant d'autres - la recherche de la réussite et du bien-être est viciée par l'idéologie déshumanisante qui empoisonne la société. Tous relèvent du domaine de l'aliénation et s'accompagnent, quant au fond, d'un sérieux mal-être chez les personnes concernées.

On ne peut pas, en effet, ruser avec son subconscient ! Chercher à se donner bonne conscience à coup d'auto-persuasion, de justifications théoriques, de prières ou de gestes de charité ou encore, se cloîtrer dans le déni, cela ne parvient jamais à cacher à ses propres yeux ce qu'on est vraiment. Se croire épanoui ne signifie absolument pas qu'on le soit.

De toute façon, être obnubilé par ses intérêts personnels, ses choix de carrière et ses loisirs en fermant les yeux sur la misère et la détresse environnantes, en n'assumant pas son devoir de solidarité sociale, cela débouche pour beaucoup sur de brutales désillusions. L'être humain ne pourra jamais échapper à l'écosystème global dont il fait partie. Qui peut se prétendre assurément et définitivement à l'abri des catastrophes liées au changement climatique, protégé des violences engendrées par le délitement de la société ou prémuni de l'inéluctable implosion du système capitaliste et de ses institutions ? La réalité revient toujours frapper à la porte.

En tout cas, si l'on est vraiment empreint d'humanisme et d'empathie pour ceux qui, dominés, exploités et discriminés, souffrent un martyr quotidien, si l'on a conscience de l'urgence de la situation et de l'importance des enjeux, on comprend qu'on ne peut se réaliser humainement sans contribuer à l'émancipation collective. Alors, devient évidente la nécessité de mieux hiérarchiser les priorités dans ses choix de vie et de s'engager dans l'action pour rendre le monde meilleur⁽²⁾.

C'est cela être révolutionnaire⁽³⁾ !

⁽¹⁾ Derrière cet adage, les possédants cherchent à faire les démunis accepter leurs mauvaises conditions de vie. Dans le système capitaliste, l'argent est le moteur de l'économie et ceux qui n'en ont pas sont contraints de se battre pour en gagner, afin de simplement survivre.

⁽²⁾ S'engager ne signifie pas qu'on doive renoncer au bonheur, aux plaisirs et aux loisirs sains. Ce sont, au contraire, des moteurs permettant de s'adonner sereinement au militantisme.

⁽³⁾ « Révolutionnaire » ! Ce n'est pas une étiquette qu'on s'octroie pour satisfaire sa gloriole personnelle et, de ce point de vue, nous l'avons souvent dit ailleurs : il y a énormément de personnes engagées dans l'action bénévole (alternative solidaire, écologique, caritative ou autre) qui, parce que leur engagement est sincère, quotidien et désintéressé, sont mille fois plus révolutionnaires que des leaders autoproclamés, donneurs de leçons, qui paraissent sur la scène politique.

N°151 «MANJEKOCHON*» EN REPUBLIQUE BETTERAVIERE

Les scandales éclaboussant la Macronie et plus généralement le « Régime Français » viennent régulièrement nous rappeler le caractère hypocrite des déclarations de ces gouvernants du « vieux continent » qui s'arrogent le droit d'évaluer le niveau de démocratie dans les autres pays du monde et de donner des leçons de « gouvernance » à ceux qu'ils considèrent comme des sous-états.

Pour commencer une question de vocabulaire. De plus en plus nombreux sont ceux qui dénoncent cette réalité que, dans la langue des colonialistes occidentaux, le lexique traduit leur volonté de désinformation, de domination et de ségrégation raciste. Le qualificatif de « république bananière » en est une cinglante illustration : Croyez-vous vraiment que ce soit un hasard qu'il soit systématiquement utilisé par l'intelligentsia et les médias occidentaux ? Chacun sait, qu'historiquement, ce n'est pas dans les pays colonisés du tiers monde, producteurs de banane, qu'ont d'abord sévi les dérives autocratiques, le népotisme, la corruption, la collusion entre les chefs d'état et les aristocraties économique ou financière, etc. Aussi, concernant le «*manjé-kochon*» dans lequel patauge la France actuellement, il est plus adéquat de parler de « république betteravière », tant il est vrai que la collusion entre les gouvernements de ce pays avec les lobbies représentant les gros capitalistes de l'agriculture ne s'est jamais démentie.

Ces derniers mois ont été riches en exemples concernant la vraie nature du régime français. Rappelons-en quelques uns :

- les frasques de l'ex-ministre François de Rugi qui organisait de fastueux repas et embellissait son logement au frais des contribuables ...blanchi par ses pairs !
- les méfaits de Castaner, ministre de l'intérieur, le même qui était chargé lors d'élections passées de distribuer des BD pornos pour discréditer une candidate et qui décore des policiers violents épinglés par l'IGPN !
- le procureur de Nice qui avoue avoir menti pour protéger Emmanuel Macron ,
- la mise en examen de Richard Ferrand, Président de l'Assemblée Nationale pour prise illégale d'intérêt (à qui Macron réaffirme son soutien) !
- les turpitudes du délinquant Benalla, qui avait usurpé les attributs de la police pour se livrer à des violences contre des manifestants, avant de mentir effrontément à la « représentation nationale », qui bénéficie de sa liberté de mouvement au point de faire fructifier ses sociétés de vigiles en Afrique et de lancer des défis au combat à un détracteur de son ami Président !

Ces quelques exemples concernent le régime Macronien, mais, les innombrables scandales politiques dont est émaillé le passé du « régime français » sont largement édifiants : Des diamants de Giscard D'estaing, aux trafics de Cahuzac, en passant, sous Mitterand, par l'affaire des écoutes de l'Elysée et l'attentat commandité contre le Rainbow Warrior qui a coûté la vie à un photographe, la liste est loin d'être exhaustive ! La « démocratie » dont ils ne cessent de se vanter est celle des faux-électeurs de Paris, des emplois fictifs, de la corruption, de la fraude fiscale ou du financement nébuleux des campagnes électorales. Eric Woerth, François Fillon, Nicolas Sarkozy, les BalKany ne sont que les têtes d'affiche qui se laissent épingler.

Mais, les activités criminelles encore vont plus loin : on pense, par exemple, au meurtre du ministre Robert Boulin ou aux scandales liés aux ventes d'armes illégales et autres rétro-commissions.

Plus grave encore : En République betteravière, des populations sont cyniquement assassinées sur l'autel du profit! De nombreux scandales sanitaires ont été rendus possibles par le comportement des autorités :

Celui de la transfusion de sang contaminé entre 1985 et 1991 ; celui de l'amiante au sujet de laquelle les premières alertes ont été lancées ...en 1906 ; celui des hormones de croissance dont les risques étaient signalés dès les années 80 ; ceux de la « vache folle », du médiateur, des vaccins impropres, des implants mammaires dangereux, etc. Ajoutons, celui qui concerne notre pays : cette criminelle dérogation accordée par les autorités françaises pour l'épandage de chlordécone, produit interdit en France dont l'extrême dangerosité était connue. Résultat : la pollution de 2/3 des terres, des cours d'eau et des mers environnantes ; 80 % de la population impactée, un record mondial des cancers de la prostate.

Ce qui explique toutes ces abominations, c'est le fait que les autorités font prévaloir, au détriment de l'intérêt des populations, leur collusion avec les grands groupes qui contrôlent le marché de la santé et qui, privilégiant la recherche de profits, se moquent du principe de précaution.

En définitive, s'il est vrai que la corruption et les déviances ont pu exister dans toutes les sociétés humaines, on est forcé de constater que dans ce monde « globalisé », les minorités qui contrôlent le pouvoir aujourd'hui les ont érigées en système. Derrière le paravent des institutions et les écrans de fumée idéologiques destinés à aveugler l'opinion publique, au-delà des scandales qui occupent régulièrement l'actualité, croupit la scélératesse des classes dominantes, leur idéologie prédatrice et les politiques ultralibérales qu'imposent leurs gouvernements.



Avec ces affiches chocs, « Médecins du monde » voulait alerter contre les prix abusifs de certains médicaments. Pour protéger les laboratoires pharmaceutiques, les autorités ont censuré leur publication.

**Manjé-kochon : En créole Martiniquais, cette expression désigne la nourriture mélangeant tous les restes et qui est destinée aux porcs, puis, par extension, toute situation d'imbroglie.*



OCTOBRE 2019

N°152 Non ! L'Afrique n'est pas pauvre, elle est pillée !

Dans les manuels scolaires occidentaux, les élèves apprennent que « *l'Afrique est un continent pauvre* » ! Les éminents géographes qui réalisent ces ouvrages et les inspecteurs qui en contrôlent la validité sont évidemment conscients qu'il s'agit là d'une énorme contre-vérité.



Manifestation contre le groupe AREVA au Niger

L'Afrique, un continent pauvre, disent-ils ! Pensez-vous un seul instant qu'ils ignorent les quantités d'or, d'argent, d'aluminium, d'étain, de nickel, de gypse, de diamants, de cuivre, de chrome, de coltan, d'uranium, de manganèse, de bauxite, de pétrole, de calcaire - Faut-il continuer la liste ? - dont regorge le sous-sol du continent et qui sont pillées par les multinationales occidentales ? Ne sauraient-ils pas que, pendant que les peuples africains connaissent la faim, ces dernières, avec la complicité des institutions internationales, planifient la destruction de l'agriculture paysanne et imposent des cultures dont les produits sont destinés à nourrir et enrichir les « pays du nord » ?

Les personnes averties et honnêtes, en tout cas, savent que l'Afrique est un continent extrêmement riche habité par une population maintenue, en grande majorité, dans une cruelle pauvreté à cause du pillage impérialiste que subissent les pays africains.

Nous avons commencé notre article en parlant des manuels scolaires pour montrer que c'est depuis la plus petite enfance que les colonialistes commencent le lavage de cerveau leur permettant de conditionner leurs propres peuples. Leur école, on le sait, a toujours été utilisée pour propager leur idéologie raciste et justifier leur domination. Mais, l'entreprise de désinformation massive qu'ils mènent pour aliéner les opinions et les élites, s'appuie autant sur leurs universitaires, leurs économistes et leurs journalistes qui sont parvenus à imposer au monde entier de faux critères d'analyse pour parler de la « richesse » ou du « développement » d'un pays. Nous

avons mis en avant l'exemple du continent africain parce qu'il est particulièrement significatif. Mais la même problématique concerne tous les pays dominés.

Pour empêcher toute réflexion sur les conséquences - à court comme à long terme - du capitalisme et du libéralisme, sur les questions de partage des revenus, de qualité de la vie, d'harmonie avec l'environnement, en illusionnistes experts, ils détournent l'attention sur les leurre des « PIB », « PNB » et autres « taux de croissance ». Pour détourner des aspirations au véritable bien-être physique et mental, ils font miroiter le modèle d'un prétendu développement qui se manifesterait par une hyper-industrialisation, par la multiplication d'infrastructures tapageuses, par la possibilité de consommer avec voracité tout et n'importe quoi.

Autrement dit, plus on saccagerait l'humanité, plus on serait riche et développé !

Tournons leur le dos avant qu'il ne soit trop tard !



NOVEMBRE 2019

N° 153 STATUT D'ELU (E) ET CONTROLE DU POUVOIR

Dans la population, le rejet de la « politique », l'idée que les élus sont « tous pourris » et que les élections ne changent en rien la vie, ne cessent de gagner du terrain.

La question de la participation aux élections a toujours été l'objet d'un brûlant débat au sein des mouvements révolutionnaires et plus largement entre tous ceux qui remettent en cause le système politique en place.

Pour contribuer à la réflexion sur cette problématique, notre article se propose de s'arrêter sur le rapport entre le statut d'élu et le contrôle du Pouvoir.

Quoi qu'on en dise, les élus siégeant dans les institutions - Président de la République, parlementaires, élus des collectivités locales - disposent d'un réel pouvoir d'action sur la société, évidemment, à différents degrés¹. Mais, ils ne sont pas les seuls à détenir un Pouvoir. Plus puissant encore est celui que détiennent les grands Capitalistes et leur lobbies.

Ce dernier est déterminant puisque la puissance financière dont disposent ceux-ci et les empires médiatiques qu'ils contrôlent leur permettent d'installer, dans toutes les institutions sans exception, les élus qui servent leurs intérêts et de barrer la route à ceux qui représenteraient les classes populaires².

En ce sens, on peut dire que, dans le système actuel, le statut d'élu(e) ne permet absolument pas de contrôler le vrai Pouvoir. Il permet seulement d'agir dans le cadre des compétences déléguées par le système et sous la férule vigilante des classes dominantes.

L'idée selon laquelle « les élus ne font rien » ne reflète absolument pas la réalité. Au contraire, ils « font beaucoup » pour leur clan, pour leur classe, pour le pouvoir qu'ils servent. Ceux qui participent aux élections avec l'intention de défendre les intérêts des couches populaires, sont confrontés à l'inégalité des moyens, au clientélisme, à la fraude, au chantage et aux menaces exercées sur les électeurs par les détenteurs du pouvoir³.

De toute façon, l'histoire et surtout l'actualité nous enseignent que gagner des élections ne garantit absolument pas le contrôle du Pouvoir.

Chacun peut constater qu'aujourd'hui, les impérialistes occidentaux n'ont aucun scrupule à organiser la subversion et à renverser les autorités légitimement élues dans n'importe quel coin du globe, dès lors que les politiques des gouvernements menacent leur hégémonie. (Côte d'Ivoire, Venezuela, Bolivie, etc.) Dans l'Union Européenne qui prétend donner des leçons de « démocratie » au reste du monde, des élus Catalans sont jetés en prison pour avoir organisé un référendum !

Voilà des données incontestables permettant de démystifier le discours de cette kyrielle de candidats et de candidates qui s'annoncent à l'approche des élections municipales, déclarant être les seuls (es) capables de résoudre les problèmes de leur commune et de sa population. Ils et elles n'en n'ont pas du tout le pouvoir !

Voilà des réalités politiques permettant de démasquer les réactionnaires qui, faisant semblant d'oublier que nous sommes un pays colonisé, font alliance avec la droite réactionnaire et assimilationniste pour gagner des élections, prétendent développer notre pays en établissant des partenariats avec le Préfet représentant la puissance coloniale, avec l'AFD (Agence Française de Développement), et ont signé un moratoire sur la question de l'évolution statutaire.

⁽¹⁾ Que la politique et les actions concernées soient néfastes ou positives, c'est un autre problème.

⁽²⁾ Le fameux « mur de l'argent » n'est pas une vue de l'esprit.

⁽³⁾ Autrement dit, prétendre qu'on peut changer la société par la seule participation aux élections relève de l'illusion ou de l'opportunisme.

QU'EST-CE QUI FAIT COURIR LES CANDIDATS (ES) AUX MUNICIPALES ?

Le 24 janvier dernier, un sénateur interrogeait le Gouvernement quant à la réponse que celui-ci envisageait face à la pénurie de candidats aux élections municipales qui s'annonce dans les plus petites communes de France. L'association des maires de France (AMF) révèle, en effet, que près d'un maire sur deux devrait jeter l'éponge en 2020.

Raisons affichées : la baisse des dotations, l'accroissement des normes et de la complexité des procédures, la dépossession progressive de leurs pouvoirs au profit des intercommunalités. En Martinique, pourtant, les candidats (es) continuent à se bousculer au portillon. Pourquoi ?

Les raisons de l'engouement des aspirants au statut d'élus sont multiples :

D'abord, pour s'assurer du contrôle idéologique des élus, les concepteurs bourgeois de la démocratie soi-disant représentative ont associé au statut de ceux-ci maints privilèges et indemnités diverses. Personne ne niera que beaucoup de candidats (es) sont attirés par la possibilité d'en jouir.

D'ailleurs, on remarquera que s'il y a désaffection de candidatures pour les municipalités en difficultés en France, ceux qui rêvent d'occuper les mandats aux niveaux supérieurs (Parlementaires, Présidentielles, etc.) sont toujours aussi nombreux. A ces échelons, les élus (es) ne sont pas directement confrontés aux récriminations quotidiennes de la population et les retours sur investissement restent juteux.

Deuxièmement, dans une société qui cultive l'individualisme et l'élitisme, où le fait d'être à la tête d'institutions donne notoriété et illusion de contrôler le Pouvoir, devenir élu a de quoi satisfaire bien des « ego ». Cette incontestable réalité prend une tournure dramatique dans notre pays colonisé. Il y en a beaucoup pour qui devenir « élu de la République Française » c'est la consécration suprême. Victimes d'une profonde aliénation assimilationniste, ils sont intimement persuadés que le statut d'élus est synonyme de réussite personnelle et de pouvoir¹⁻² ! C'est pourquoi, dans notre pays, même quand ils et elles savent les municipalités convoitées dans une totale impasse financière, même quand ils et elles se savent dans l'impossibilité totale de résoudre aucun des problèmes connus, candidats et candidates se bousculent au portillon. « Je » vais dynamiser le centre bourg ; « Je » vais attirer les investisseurs dans ma commune ; « Je » vais... « Je » vais... etc.

Ceci dit, il ne s'agit pas de sombrer dans la caricature. Nombreux sont les candidats (es) pour qui les retombées matérielles personnelles ou les questions d'ego ne sont pas déterminantes. Il ne faut absolument pas sous-estimer les motivations

idéologiques et politiques - que celles-ci soient réactionnaires ou alternatives - qui animent les candidats (es). Certains visent des postes électifs pour défendre leurs intérêts de classe et mettre en application leurs options ultralibérales. Ce sont les plus nocifs et ceux que l'on doit démasquer à tout prix.

(1) Cette aliénation ne concerne pas que les candidats et candidates. De nombreux adhérents (es) d'organisations politiques - y compris « nationalistes » - ne se mobilisent que pendant la période électorale, prêts à faire de gros sacrifices financiers, à être présent tous les jours dans les quartiers et les meetings. Parce que, eux aussi, formatés par les colonialistes, sont persuadés qu'avoir des élus signifie être représentatifs et avoir une prise significative sur la société.

(2) Si on n'est pas conditionné par l'idéologie bourgeoise occidentale, on comprend aisément que s'impliquer quotidiennement dans les actions solidaires, dans le militantisme associatif, dans la défense de l'environnement au niveau national, (etc.), tout cela est plus enviable en termes d'épanouissement humain, et est certainement plus utile au peuple qu'occuper un strapontin dans l'organigramme du pouvoir colonial !



DECEMBRE 2019

N°155 **EN QUOI LES PROCHAINES MUNICIPALES PEUVENT-ELLES ETRE UTILES AU PEUPLE MARTINICAIS ?**

Dans nos articles précédents¹, nous avons montré que, du fait de la politique ultralibérale sauvage des gouvernements missionnés par les multinationales, qui plus est dans un territoire colonisé, les marges de manœuvres dont disposent les élus(es) sont extrêmement limitées. Est-ce à dire que les élections municipales ne constituent pas un enjeu important dans la lutte politique qui oppose le Peuple Martiniquais aux colonialistes et à ses relais locaux ?



Photo : Réseau VIV²

Avant de répondre à la question, il nous paraît opportun de rappeler les compétences qui sont celles des communes. Les domaines concernés sont très variés : « *urbanisme et maîtrise des sols (plan local d'urbanisme - sous réserve de la compétence des établissements publics de coopération intercommunale, ou EPCI, et des métropoles-, délivrance des permis de construire) ; logement ; aide sociale (au travers notamment des centres communaux d'action sociale, CCAS) ; gestion des écoles élémentaires et maternelles ; culture et patrimoine ; tourisme et sport (campings, équipements sportifs, offices du tourisme)*³ ».

Rappelons encore que les communes ont en charge la gestion de l'état civil et que le Maire a qualité d'officier de police judiciaire.

Il est évident que, dans tous les domaines cités, les décisions prises par les équipes municipales (ou leur inconséquence) impactent directement le quotidien des populations. Serait-il, alors, concevable que ceux qui se battent pour le mieux-vivre collectif de notre Peuple, n'aient pas une stratégie politique visant à peser sur l'action des municipalités ?

Se contenter de dénoncer les politiciens opportunistes semeurs de promesses démagogiques, les arrivistes et autres corrompus ne risque pas de bousculer l'emprise du système sur le territoire de la Commune. Bien sur, celle-ci est une institution de la « République » colonialiste française et elle n'a que des compétences limitées et encadrées en matière de gestion. Mais peut-on contester que c'est un moindre mal, pour le peuple, si les élus l'ayant en charge sont des personnes honnêtes, humanistes, animées du désir sincère d'améliorer le quotidien des habitants⁴?

Peut-on prétendre qu'il est inutile que siègent, dans des municipalités, des personnes dont le positionnement politique et les actions s'opposent aux projets des colonialistes et de leur gouvernement, des personnes qui utilisent, autant que faire se peut, les moyens de la collectivité locale pour contribuer à l'éducation et à l'organisation à la base dans les quartiers ou encore qui soutiennent les associations travaillant sur le terrain en ce sens⁵ ?

En tout cas, ce n'est pas en laissant le champ libre aux démagogues électoralistes quant au contrôle des communes, qu'on empêchera qu'ils nuisent à notre cause. Il s'agit plutôt de porter des informations édifiantes et de mener un débat intense, serein mais sans concessions, sur les projets politiques des uns et des autres afin de contribuer à un choix éclairé des électeurs, de dissiper les illusions et de prôner la nécessité d'emprunter le chemin de la décolonisation. Lutter au sein des institutions, présenter des candidats (es) ou en soutenir, s'abstenir ou pas, tout cela n'a de sens qu'en fonction de la stratégie globale et des objectifs que se donnent les anticolonialistes et les organisations du mouvement populaire. En la matière, la connaissance et l'analyse des situations concrètes, cas par cas, s'impose pour concilier choix judicieux et respect des principes.

Quoi qu'il en soit, ce qui est essentiel pour infléchir la politique des municipalités - que l'on y ait ou pas des représentants - c'est le travail militant réalisé pour que la population s'organise à la base afin qu'elle soit en mesure de se mobiliser pour la prise en compte de ses revendications.

¹ « Statut s'élu(e) et contrôle du Pouvoir. » (JKP N° 153). « Qu'est-ce qui fait courir les candidats (es) aux élections municipales ? » (JKP N° 154) ² Si nous avons choisi la photo ci-jointe pour illustrer cet article, c'est qu'elle est emblématique de la démarche que nous considérons nécessaire. Le réseau VIV est le résultat d'une initiative alternative entièrement indépendante des institutions politiques mais dont les animateurs sont constamment amenés à travailler avec des municipalités de toutes tendances. ³- cf. www.vie-publique.fr (**compétence des communes**). /**De nombreuses compétences des communes ont été transférées aux communautés d'agglomérations** (dans lesquelles, toutefois, elles sont représentées) à la suite de l'adoption de la loi NOTRe du 7 août 2015. ⁴- Sauf à poser le postulat qu'il n'en existe pas. ⁵-Par exemple, les municipalités dirigées par des écologistes nous ont préservés de grands dégâts en Martinique. A cet égard, les manœuvres lamentables menées par de pseudo-patriotes pour faire tomber Garcin MALSA à Sainte-Anne ont été un coup indigne porté à notre pays.

N°156 * NOS REVES D'AUJOURD'HUI SERONT LES LOIS DE DEMAIN *

Aujourd'hui, plus que jamais, nous sommes convaincus de la nature prophétique de ce slogan apparu en Amérique du sud à l'occasion de luttes populaires. Le vieux système a fait son temps. Ni les campagnes de désinformation et de manipulation, ni les lois liberticides et la répression menées par les gouvernements au service des classes dominantes ne sont plus en mesure d'endiguer la montée en puissance des luttes populaires.

Les empires médiatiques contrôlés par les multinationales s'efforcent de polariser l'attention du public uniquement sur les soulèvements qu'ils pensent contrôler¹. Dans le même temps, tout est fait pour étouffer les informations rendant compte du tsunami des luttes populaires qui balaient la planète aujourd'hui. Mais, rien ne pourra empêcher la roue de l'histoire de tourner et, à terme, les tenants de l'impérialisme et de l'ultra-libéralisme seront emportés.

La diversité et l'importance des mouvements qui ont fleuri sur tous les continents en 2019 indiquent bien que les choses sérieuses ont commencé. Sur tous les fronts, les peuples se sont mobilisés pour briser les chaînes qui entravent l'avancée de l'humanité.

- Partout, les femmes, cette moitié de l'humanité écrasée par l'oppression machiste, massivement victimes de violences, d'agressions sexuelles, et d'assassinats, se sont dressées et les lignes ont bougé.²
- Dans plus d'une centaine de pays, des millions de jeunes, surtout lycéens et étudiants, ont participé à des « marches pour le climat » et exigé une action plus conséquente des gouvernements.
- Les luttes contre la barbarie ultralibérale ont connu un regain important. En Equateur, au Chili et même en Colombie, jusque là considérée comme la base arrière la plus solide de l'impérialisme Etatsunien, malgré une répression meurtrière, des centaines de milliers de manifestants ont contraint les gouvernements à annuler des mesures commanditées par le FMI. Le mouvement syndical s'est redressé aux USA où les 50.000 salariés de Général Motors ont fait plier l'UAW face à leurs revendications. Les luttes contre le sabotage des retraites en France, contre la privatisation des terres en Ukraine, et contre la paupérisation en Grèce, participent de la même dynamique.

- Sur tous les continents, les peuples ont mené des offensives pour défendre leur souveraineté. En Afrique, les manifestations dénonçant la domination néocoloniale et la présence des bases militaires étrangères ont été incessantes. La monarchie espagnole, malgré une répression sauvage et multiforme, ne vient pas à bout de la résistance du Peuple Catalan en lutte pour le respect de son droit à l'autodétermination.
- Comme en Inde, en Indonésie, en Algérie ou en Pologne, partout où les classes dominantes veulent imposer des lois liberticides, les peuples descendent en masse dans les rues pour s'y opposer. Comme en Haïti, au Liban, en Irak ou en Roumanie, partout où le luxe insolent des possédants insulte la misère croissante des populations, celles-ci montent aux créneaux pour combattre la corruption et exiger le renversement des castes politiques qui accaparent les richesses de leur pays.

Face à cette montée en puissance de toutes ces luttes populaires que nous avons évoquées et dont la liste est loin d'être exhaustive, les classes dominantes fascisent leur pouvoir et installent des dictatures³. Assurément, la confrontation se fera de plus en plus dure, mais, au bout du compte, la victoire reviendra aux peuples.

¹ Peut-on honnêtement être dupe de la différence de traitement de « l'information » par leurs médias ? Pour leurs « journalistes » : les « radicaux pro-démocratiques » de Hong Kong doivent être plaints et soutenus parce qu'ils « défient Pékin » ; la subversion orchestrée au Venezuela par Gaïdo, ses paramilitaires et ses narcotrafiquants Colombiens, doit être portée à bouts de bras, parce qu'ils veulent renverser le « régime de Maduro » hostile aux USA. Les mêmes n'ont aucun scrupule à déclarer que c'est la faute des « Gilets jaunes » s'ils sont éborgnés et mutilés, parce qu'ils « prennent les Français en otage » et que l'emprisonnement des Catalans, partisans pacifiques de l'autodétermination, est justifié parce que ceux-ci « violent la constitution » !

² Une des manifestations les plus spectaculaires est certainement la chaîne humaine de 620 Km réalisée par les femmes en Inde.

³ le cas de la Bolivie est emblématique à cet égard.



JANVIER 2020

N°157 **QUELS SONT LES VOYOUS QUI TROUBLENT L'ORDRE PUBLIC ?**

Lamentablement, il y a quelques « compatriotes » qui claironnent que les forces de « l'ordre » colonialiste ont raison de matraquer et de gazer les militants qui se rassemblent devant les centres commerciaux pour exiger, au moyen de boycotts symboliques, que la caste responsable de l'empoisonnement de notre pays et de notre peuple soient reconnue coupable et contrainte à la réparation d'un crime commis en toute conscience !



Selon les détracteurs, ces militants - qu'ils traitent de « voyous » - ne doivent sous aucun prétexte troubler « l'ordre public ».

Un « ordre public » qui a permis à une minorité d'exploiteurs, épaulés par l'Etat colonial, de commettre un crime d'une telle ampleur et pour lequel 12 ans de procédures judiciaires n'ont jamais permis d'inquiéter les empoisonneurs patentés.

Un « ordre public » qui donne au consommateur la « liberté » d'être manipulé par la publicité, d'enrichir les maîtres de l'import-export et des multinationales en se gavant de produits nocifs à sa santé, de contribuer, par un consumérisme maladif, au sabotage de la planète.

Un « ordre public » qui pousse des gens à s'accrocher à la défense d'emplois précaires, mal payés et qui réprime ceux qui se battent pour la construction d'une société alternative garantissant, pour toute notre jeunesse, l'accès à un travail digne et correctement rémunéré.

Eh bien, oui ! Quelles que soient les jérémiades de ceux qui n'ont pu acheter des caisses de champagne en promotion, ce trop mal nommé « ordre public » là doit être troublé et, plus, mis à bas ! Les « voyous » sont ceux qui imposent ou protègent un système nuisible à notre peuple et à l'humanité toute entière.

★

FEVRIER 2020

N°158 L'AFRIQUE ROMPT SES CHAINES : C'EST L'HUMANITE QUI SE LIBERE !

S'il est vrai que, jusqu'alors, la résistance héroïque des Peuples Africains contre le colonialisme n'avait pu empêcher que le continent subisse les affres de la domination et du pillage, incontestablement, une nouvelle page de l'histoire s'est ouverte : L'Afrique est entrain de rompre ses chaînes et la fin du règne des prédateurs colonialistes est désormais irréversible.

Aujourd'hui, les « lions » sont en capacité d'écrire leur histoire et les « chasseurs » ne parviennent plus à cacher les cortèges de massacres qui ont accompagné leurs entreprises coloniales. Traite des noirs, mise en esclavage de millions d'êtres humains, Code Noir, indigénat, travail forcé, destruction de joyaux culturels et scientifiques africains, spoliation des biens, tous leurs démons surgissent des cachots de l'histoire. Les incantations des castes adeptes du « white power », des géreurs de la « Françafrique », et autres « civilisateurs » qui, jadis, avaient pu aliéner des consciences, provoquent aujourd'hui des levées de bouclier.

Partout grondent les légitimes exigences : Condamnation des coupables des crimes contre l'humanité et obligation de réparation!

Sur tout le continent, des guerriers et des guerrières, Anciens et Jeunes se dressent avec les mêmes injonctions :

Départ inconditionnel des troupes d'occupation et fermeture des bases étrangères !

Expulsions des multinationales et réparation des dégâts écologiques qu'elles ont causés !

Restitution sans conditions de tous les biens volés qui brillent dans les musées occidentaux !

Abolition du CFA, monnaie coloniale bafouant la souveraineté des peuples africains et interdiction de son retour derrière le masque de l'ECO !

Les impérialistes occidentaux ne pourront absolument pas arrêter cette lame de fond : Les Peuples Africains rompront définitivement leurs chaînes !

Beaucoup parlent des richesses du sous-sol du continent, pour justifier que celui-ci pourrait se « développer ». C'est encore, là, rester prisonnier des conceptions productivistes imposées par les capitalistes quant à « l'économie ». Eh bien non ! Ce qui sauvera l'Afrique, et au-delà l'humanité toute entière, c'est que ses peuples ont pu maintenir vivace une civilisation fondée sur des principes de partage et de solidarité ainsi que sur la mise en avant des intérêts collectifs. C'est aussi que leur philosophie conçoit l'être humain comme élément d'un écosystème dans lequel tous les vivants et leur environnement sont interdépendants, que donc, ils doivent être également respectés. Ce socle sur lequel s'appuient les civilisations africaines est resté solide et déterminant, malgré toutes les entreprises de divisions et d'aliénation menées par les colonialistes.

En vérité, l'Afrique est l'avenir du monde.

QUELLE MISSION POUR LES AFRO-DESCENDANTS DE PAR LE MONDE ?



Les luttes menées par nos ancêtres depuis les rafles préluant à leur déportation, sur les navires négriers puis sur les plantations - où ils étaient soumis à la barbarie esclavagiste - ont été incessantes et glorieuses. Mais, tout comme celles menées sur le continent africain, elles n'avaient pu, jusqu'alors, mettre fin à la fêrule des classes dominantes occidentales. Par exemple, face à l'extraordinaire victoire de la révolution haïtienne de 1804, soulèvement qui a conduit à l'instauration de la première République noire et universaliste, toutes les forces impérialistes se sont liguées pour écraser à tout prix le modèle.

Aujourd'hui, le constat est incontestable : la plupart des afro-descendants vivant hors de la terre-mère subissent encore les conséquences des crimes commis par les colonialistes occidentaux, crimes qui ont débuté avec la déportation et la mise en esclavage de nos ancêtres, qui se sont poursuivis dans le cadre de la domination coloniale et qui perdurent dans le contexte actuel de l'hégémonie impérialiste. Que ce soit sur le continent américain, en Asie, en Océanie ou en Europe, les afro-descendants sont toujours victimes d'un racisme conceptualisé et massivement propagé par les classes dirigeantes occidentales. Partout, ils sont soumis aux discriminations quant il s'agit d'accéder à l'éducation, à la santé, à l'emploi ou au logement. Par voie de conséquence, les taux de pauvreté et de violences sociales atteignent des records dans les quartiers marginalisés, méprisés par les autorités, où ils sont souvent contraints de survivre.

Mais, de même que les résistances connaissent un essor spectaculaire en Afrique, partout où existent des communautés afro-descendantes de par le monde, le volcan gronde. Ce ne sont plus seulement des militants et des militantes d'avant-garde qui montent aux créneaux. Le voile de l'aliénation qui avait conduit à oublier son passé et anéanti l'estime de soi, qui poussait une grande partie des populations et, plus tristement, des élites « noires » à singer le « blanc », son mode de vie et ses institutions, ce voile là s'est notablement déchiré¹.

En se réappropriant un regard objectif sur leur beauté naturelle, l'estime de soi et l'équilibre mental qu'il rend possible, en redécouvrant leur histoire, les afro-descendants peuvent désormais repenser leur rapport au monde et mieux se mobiliser pour la défense de leurs droits. Les luttes contre les discriminations et pour la réparation des crimes contre l'humanité dont nos peuples ont été victimes, ont pris une tournure offensive. Cette véritable révolution mentale à laquelle nous assistons n'amène pas seulement à « se sentir bien dans sa peau » ; elle conduit aussi les afro-descendants à se porter, de plus en plus nombreux, aux avant-postes de la marche historique de l'humanité vers son émancipation. De fait, ce sont les mieux placés pour faire en sorte que se réimposent dans la société les valeurs humaines portées par les civilisations africaines et dont ils sont héritiers. Beaucoup militent déjà en ce sens. Il s'agit alors pour tous, en s'associant fraternellement avec les peuples de toutes nationalités, sous toutes les latitudes où ils se sont enracinés, de renforcer l'offensive pour déconstruire toutes les certitudes viciées générées par la propagande idéologique des colonialistes². Car, l'humanité ne pourra se guérir de toutes les maladies qui la rongent sans tourner le dos aux conceptions et aux pratiques mortifères développées par les classes dominantes occidentales.

L'apport indispensable des civilisations africaines qui permettra le progrès de l'humanité réside dans le fait, qu'en leur sein :

- l'architecture du pouvoir et des institutions fait prévaloir la cohésion au sein de la communauté et la protection des intérêts collectifs (grâce, notamment à un rapport équitable à la propriété et à la pratique du partage) quand le système imposé par les bourgeoisies occidentales s'appuie sur un individualisme forcené et qu'il est conçu pour défendre exclusivement les intérêts de minorités privilégiées.
- l'harmonie est établie entre les vivants et l'environnement, entre travail manuel et activités intellectuelles, quand le modèle de « développement » prôné par les classes dominantes - avec les trois chevaliers de l'apocalypse que sont le productivisme, le consumérisme et l'ultralibéralisme - conduit à la destruction de la planète et de l'humanité.
- le respect dû aux aînés et la transmission du savoir ancestral sont sacralisés quand, pour assurer la pérennité de leur domination, le système jette comme des kleenex les êtres humains dès lors qu'ils ne sont plus rentables et quand les empires médiatiques

contrôlés par les multinationales, mènent une entreprise planétaire d'abrutissement intellectuel et de dévoiement des valeurs humanistes.

Le combat sur le front idéologique est donc fondamental. Mais, ce qui, surtout, est déterminant pour une transformation révolutionnaire, c'est l'engagement, tant personnel que collectif, des afro-descendants dans des comportements et des pratiques alternatives.

On imagine aisément l'impact qu'aura obligatoirement sur le système une dynamique, portée par des centaines de millions d'afro-descendants, consistant à tourner résolument le dos à l'esclavage de la consommation irraisonnée et, mieux, à développer une culture de boycott systématique des produits commercialisés par toute la clique des ennemis du genre humain. Créer, multiplier et soutenir toutes les alternatives visant concrètement à retourner aux modes de vie heureusement expérimentés par nos ancêtres, c'est permettre que l'humanité reprenne sa marche en avant.

Voici la noble mission que nous, afro-descendants de tous les coins du globe, sommes appelés à accomplir !

¹ Nous sommes tout-à-fait conscients qu'il reste encore énormément d'afro-descendants victimes d'aliénation et dont il faut contribuer à l'émancipation !

² La déconstruction des thèses racistes, xénophobes et paternalistes qui ont aliéné les peuples occidentaux eux-mêmes est particulièrement importante à cet égard.

MARS 2020

N°160 PANAFRICANISME, «NOIRISME» ET REVOLUTION HUMANISTE

Dans la plupart des pays où vivent des afro-descendants, on assiste à une montée en puissance des mouvements qui se réclament du Panafricanisme. Dans notre précédent éditorial, nous avons tenté d'expliquer les raisons et la portée de cette dynamique¹. Aujourd'hui, nous nous penchons sur les luttes idéologiques qui en découlent. Certains ont une perception erronée du Panafricanisme à cause d'une méconnaissance de son histoire et de sa réalité actuelle. D'autres le caricaturent et le combattent parce qu'il contrevient à leurs théories et leurs pratiques qui s'accommodent du système dominant.

Tout d'abord, précisons que la définition sur laquelle nous nous appuyons pour parler du panafricanisme dans notre article est la suivante : « *mouvement politique qui promeut l'indépendance du continent africain et encourage la pratique de la solidarité entre les Africains et les personnes d'ascendance africaines, où qu'ils soient dans le monde*² ».

Parmi ceux qui se déclarent Panafricanistes, beaucoup, hélas, restent prisonniers d'une vision erronée fabriquée par les racistes colonialistes : Pour eux, « l'Africain » se réduit au « noir » originaire de l'Afrique subsaharienne³! Nous leur opposerons ces mots de Kwame Nkrumah, l'un des pères fondateurs du Panafricanisme : « *Je ne suis pas Africain, disait-il, parce que je suis né en Afrique mais parce que l'Afrique est née en moi* ».

Autrement dit, ce qui fait de nous des Africains, ce n'est pas la plus ou moins grande concentration de mélanine dans notre épiderme ou que nous ayons un nez plus ou moins épaté. Ce qui fonde notre africanité, c'est l'héritage que nous avons gardé de nos ancêtres déportés depuis la terre mère, dans notre culture, nos traditions, nos comportements, bref, ce qui constitue le socle de notre être profond. C'est aussi la conscience que nous en avons et le choix que nous faisons de promouvoir les valeurs humanistes des civilisations africaines. Nous devenons Africain, dès lors que « l'Afrique naît en nous ».

Ce positionnement, qui est fondamentalement idéologique, ne peut en aucun cas être vécu en concurrence avec notre identité particulière, celle qui s'est construite à travers le parcours historique de notre peuple, dans le pays qui aujourd'hui est le nôtre. Le Peuple Martiniquais s'est constitué en affrontant la barbarie du système esclavagiste et de l'oppression coloniale, en mettant en œuvre des stratégies originales pour maîtriser son nouvel environnement. La Nation qu'il a forgée a su combiner harmonieusement les apports des différentes communautés opprimées - hindou, chinoise et, bien sur pour une large majorité, africaine - qui l'ont forgée. Le génie de nos ancêtres a même su asservir certains aspects de la culture imposée par les colonialistes occidentaux, en dépit de l'aliénation et des traumatismes que celle-ci a pu générer. Au bout du compte, c'est une histoire qui lui est propre et une culture originale, porteuse d'une grande richesse humaine, qui fondent notre identité de Martiniquais et de Martiniquaise. Evacuer cette réalité là, conduirait à dévoyer le Panafricanisme.

« Noiristes » ou « racistes » ?

Comme c'est le cas dans tout mouvement politique, quel qu'il soit, il existe des personnes se réclamant du Panafricanisme qui sont conséquentes et d'autres qui ne le sont pas. A cet égard, certaines distorsions méritent d'être corrigées :

L'écœurement provoqué par les siècles d'oppression, de barbarie et de racisme imposés par la bourgeoisie colonialiste occidentale, pousse certaines personnes se réclamant du Panafricanisme à s'enfermer dans des réactions subjectives et à développer des thèses caricaturales. On a pu entendre quelques uns déclarer que « *Le noir a tout inventé* » et que « *les blancs ont tout copié* », que « *même quand des blancs luttent solidai-
rement à nos côtés, c'est par hypocrisie* » ou encore que « *les barbaries subies par les classes dominées blanches, y compris l'esclavage des enfants dans les mines de charbon au XIX^e
siècle en France, étaient moins inhumaines* »⁴.

C'est évidemment une erreur tant du point de vue scientifique que théoriquement. C'est surtout une négation des valeurs humanistes et universalistes portées par les civilisations africaines. Une chose est sûre, de telles déclarations sont du pain béni pour les ennemis du Panafricanisme.

Depuis quelques années, un terme est apparu dans le débat pour qualifier les adeptes de ces thèses : Ils sont traités de « noiristes ». De notre point de vue, le choix de ce terme est absolument maladroit, car il vient conforter l'utilisation perverse d'un vocabulaire omniprésent dans la culture occidentale et qui vise à associer une connotation péjorative à tout ce qui a rapport au mot noir, par voie de conséquence au peuple noir : « *Idées noires, âme noire, etc.* » Plus grave, il peut être injustement utilisé par des personnes malintentionnées pour diaboliser l'ensemble du mouvement Panafricaniste. De notre point de vue, parler de « racistes » refléterait plus correctement la réalité et permettrait une juste démarcation d'avec les humanistes qui constituent l'écrasante majorité des Panafricanistes.

Un autre travers se révèle particulièrement nuisible à l'essor du mouvement Panafricaniste : Quelques uns se rangent sous son drapeau parce qu'ils y perçoivent une réponse à leur mal-être existentiel ou, pire, parce qu'ils y voient un tremplin politique. Mais, méconnaissant l'essence du Panafricanisme, quoi qu'ils puissent faire, Ils s'en distinguent au moins sur deux plans.

D'abord, ils ne respectent pas les valeurs intrinsèques aux civilisations africaines : respect de la biodiversité, respect de la personne humaine et particulièrement des anciens, recherche du consensus, acceptation par toute la communauté des institutions proposées et des procédures, etc.

Ensuite, la lourde aliénation dont ils sont victimes les conduit à agir sous l'emprise de l'élitisme et de l'individualisme propres à la culture bourgeoise occidentale. Convaincus de leur supériorité en tant qu'intellectuels dont la compétence a été sanctionnée par l'obtention de diplômes occidentaux, quelques uns se pensent les seuls à « savoir » et s'octroient le droit de dicter leur conduite à « ceux qui ignorent ». C'est ainsi que, se posant en « autorité » dépositaire du dogme, développant un intégrisme étranger à nos habitudes, de nouveaux apôtres freinent le nécessaire engagement de beaucoup pour la cause Panafricaniste⁵.

Le Panafricanisme, base d'une Révolution Humaniste

Chacun et chacune, en analysant la pratique des uns et des autres, sur la base des observations évoquées ci-dessus, sera tout à fait capable de séparer le bon grain de l'ivraie. Mais il est essentiel, selon nous, de réaliser que l'affrontement des conceptions constaté au sein du mouvement Panafricaniste, est la manifestation d'une lutte idéologique plus profonde entre, d'un côté, ceux qui acceptent le système capitaliste et impérialiste et, de l'autre côté, ceux qui se battent pour une transformation révolutionnaire de la société. N'est-il pas symptomatique que, tout comme les classes dominantes⁶, certains « panafricanistes » s'acharnent à en purger le contenu de

classe ? Pour eux, qui se revendique du Marxisme pactiserait avec l'occident anti-africain!

Le fait est que les impérialistes et les classes dominantes, ainsi que des afro-descendants qui sont objectivement leurs alliés, ont pleinement conscience que le Panafricanisme monte en puissance et qu'il est l'un des facteurs contribuant au renversement du système dont ils sont bénéficiaires. Aussi l'attaquent-ils de l'extérieur comme de l'intérieur.

Kwame Nkrumah, l'un des pères du Panafricanisme, a pu déclarer ceci : « *Karl Marx et Lénine en particulier ont beaucoup influencé mes actions et mes idées révolutionnaires car j'étais convaincu que leur philosophie pouvait résoudre des problèmes. Mais je pense de tous les ouvrages que j'ai étudiés, le livre qui a le plus attisé mon enthousiasme a été Philosophy and Opinions of Marcus Garvey publié en 1923.* » C'est encore Nkrumah qui disait : « *Bref, le socialisme est nécessaire pour rendre à l'Afrique ses principes sociaux humanistes et égalitaires.* »

Belle illustration que le mouvement Panafricaniste participe d'une révolution humaniste et universaliste. Il n'ignore pas que la domination coloniale du monde par l'Europe a permis que s'y concentrent toutes les avancées scientifiques, théoriques et technologiques faites par les peuples des autres continents, mais que celles-ci restent un patrimoine commun de l'humanité. C'est particulièrement le cas du marxisme, cette science qui permet d'analyser les réalités sociales, de comprendre le phénomène de la lutte des classes, et qui éclaire les voies à emprunter pour une transformation du monde en faveur des classes exploitées et des peuples dominés.

N'est-ce pas là, l'ambition du Panafricanisme ?

¹ - Voir éditorial *Jik An Bout* N° 159

² - Cf. Définition Wikipedia

³ - Est-il nécessaire de rappeler que l'Algérien est Africain, ou encore que les descendants des racistes Boers en Azanie sont de nationalité Sud-africaine ?

⁴ - Quelle méconnaissance de l'histoire ! Il est absolument essentiel de dénoncer les mensonges de l'histoire écrite par les occidentaux, les crimes abominables commis par les colonialistes qui prétendaient porter « La civilisation », de révéler toutes les inventions, tous les apports faits à l'humanité par les Peuples africains, mais cela reviendrait à leur donner la victoire que de propager des thèses s'appuyant sur leurs constructions idéologiques perverses, en particulier les « races » et la hiérarchisation de celles-ci.

⁵ - Pour eux, par exemple, si vous n'abandonnez pas votre nom pour en choisir un autre à consonance africaine, c'est que vous êtes inconséquent ! La décision consistant à choisir un nom africain ne peut être que d'ordre personnel. Elle peut être salutaire pour celui qui la prend, dans la mesure où elle exprime une rupture symbolique et consciente avec l'oppression culturelle occidentale. Elle n'a aucun sens si elle est imposée.

⁶ - Leurs propagandistes en évacuent totalement la dimension anti - capitaliste et anti-impérialiste du Panafricanisme et le ramènent à un prétendu « communautarisme », quand ils ne le présentent pas comme un folklore passéiste.

N°161 **LE COLONIALOVIRUS : UN DANGER ENCORE PLUS GRAVE !**

S'il est vrai que la pandémie liée au coronavirus a des raisons d'inquiéter les populations et que des mesures drastiques doivent être prises pour la combattre, il n'est pas question de se laisser abuser par les manœuvres du gouvernement français. Une fois de plus, une situation est instrumentalisée par les médias aux ordres du système pour polariser tous les esprits sur une question écran, avec une surabondance d'informations » inutiles, afin de détourner l'attention d'autres débats urgents et essentiels tels que celui concernant le sabotage des retraites, des services publics d'éducation et de santé.

Nous devons déjouer la manœuvre en montrant, d'une part, que le danger le plus grave réside dans les rapports capitalistes, coloniaux et impérialistes qui régissent le monde et que, d'autre part, l'humanité ne pourra se préserver et combattre efficacement les pandémies comme celle du coronavirus, qu'en mettant à bas ces systèmes-là.

Car aujourd'hui, tant le vivant que l'environnement sont fondamentalement menacés :

1- Par les politiques ultralibérales qui sabotent les services publics et génèrent l'accroissement de la pauvreté. Incontestablement, celles-ci privent la société des moyens d'une lutte efficace contre les catastrophes sanitaires, climatiques ou autres.

2- Par la globalisation orchestrée par les multinationales qui implique l'extraversion de l'économie des pays colonisés et néo-colonisés (donc leur dépendance) et maintient ceux-ci dans une situation d'extrême vulnérabilité. Précisons que les populations des pays prétendument « développés » sont elles-aussi sacrifiées sur l'autel du profit*.

3- Par l'égoïsme des puissances impérialistes et des classes dominantes qui sont tout-à-fait conscientes de l'impact de leur barbarie sur le reste du monde, mais qui s'en moquent royalement.

Heureusement, la situation actuelle permet de démystifier les politiques mortifères de « développement » prônées par les colonialistes et leurs complices locaux.

Chez nous, par exemple, leur personnel politique et leurs économistes ressassent depuis des décennies que le « développement » de la Martinique doit avoir pour principal moteur le tourisme, compter sur les « aides » des impérialistes européens et séduire les investisseurs étrangers. La débâcle mondiale qui accompagne la propagation du coronavirus illustre bien toute l'irresponsabilité de ces conceptions. Parions que les profiteurs du système qui se cachent derrière le masque de « sociopro-

fessionnels » ou les élus, soi-disant « représentants du peuple », se garderont pourtant de remettre en cause leurs choix et resserviront leurs salades, une fois la pandémie vaincue.

De notre côté, nous ne manquons pas de tirer les leçons de cette nouvelle alerte pour combattre le colonialovirus.

Aucun véritable développement, plus, aucune émancipation, ne peut se concevoir hors d'une perspective endogène et autocentrée et ceci pose la question essentielle de l'indépendance et de la souveraineté. Ainsi, nous devons détruire les microbes de l'aliénation, de la division et de l'autodénigrement, aussi souvent que nous nous lavons les mains. La guérison viendra de notre capacité à suivre un cap idéologique correct, à nous unir autour d'un projet politique, alternatif, global et consensuel.

L'urgence est de renforcer la construction d'alternatives – sur les fronts de l'économie, de la culture, de l'éducation et de la santé– qui s'appuient, en particulier, sur une réelle mise en place de la démocratie directe et privilégient les circuits courts.

Il s'agit surtout d'œuvrer à la convergence des initiatives alternatives.

Nous devons être pleinement conscients de la dangerosité du colonialovirus et de sa capacité de mutation. Le combat à mener sera long et difficile. Mais par notre unité et nos mobilisations nous parviendrons à l'éradiquer.

** La « crise du coronavirus a permis au grand public d'apprendre qu'au niveau mondial, 80 % des principes actifs nécessaires à la fabrication des médicaments sont produits en Chine et en Inde. De nombreuses entreprises ont été paralysées en Europe parce qu'elles ne recevaient plus les pièces détachées construites dans les usines délocalisées en Chine.*



N°162 **QUE VIVE LA SOLIDARITE POUR QUE VIVE L'HUMANITE !**



La fulgurante pandémie de coronavirus est venue déchirer brutalement l'écran qui empêchait beaucoup de voir un certain nombre de réalités : Entre autres, que chacun de nous n'est qu'un infime élément faisant partie d'un écosystème global et que l'humanité est constamment confrontée au défi de la survie. La crise majeure qu'elle traverse aujourd'hui lui donne l'occasion de tirer les leçons de ses aveuglements pour continuer sa marche vers l'émancipation.

Quelles sont les sources des principales catastrophes que nous subissons actuellement ? La folie productiviste et consumériste a conduit à la destruction de l'équilibre entre les êtres humains, les autres vivants et l'environnement. La globalisation construite sur des bases colonialistes et impérialistes a instauré des circuits économiques aussi insensés que dévastateurs ainsi que des dépendances mortifères. L'inégalité dans la répartition des ressources et des richesses a pour effet que des milliards d'êtres humains sont maintenus dans l'indigence - incapables de se nourrir, de se soigner, d'accéder à des systèmes d'éducation valables, à la prévention des risques majeurs - pendant qu'une infime minorité patauge dans le gaspillage et dans un luxe indécent. Les idéologies dominantes, cultivant un individualisme forcené, le sexisme, le racisme et la xénophobie provoquent la désagrégation du tissu social au sein des différents pays et l'aiguïsement des divisions entre les différents peuples.

Tous ces travers sont inhérents au système capitaliste et il ne sera pas possible d'y mettre fin sans mettre à bas celui-ci.

Mais, comme le disait Karl MARX, l'humanité «ne se pose jamais que les problèmes qu'elle peut résoudre, car, à regarder de plus près, il se trouvera toujours que le

problème lui-même ne se présente que lorsque les conditions matérielles pour le résoudre existent ou du moins sont en voie de devenir. »

Beaucoup pensaient que le système capitaliste s'effondrerait, miné par un probable conflit militaire généralisé, un krach boursier majeur ou par la généralisation des révolutions populaires. Mais, le coup fatal pourrait venir de là où on ne l'attendait pas : la pandémie du coronavirus ! En effet, la crise actuelle secoue toute l'échine du système, sanctionne la faillite des politiques de privatisation à outrance, ébranle le château de cartes des délocalisations, révèle le caractère toxique de la distorsion entre économie réelle et capitaux spéculatifs. La débâcle financière est plus que jamais inéluctable avec toutes ses conséquences imaginables sur la macro-économie.

A ces conditions objectives se joignent les conditions subjectives nécessaires à une transformation révolutionnaire de la société. Déjà, avant la pandémie, les luttes populaires montraient que, sur toute la planète, grondait un rejet du système et une volonté de construire un monde nouveau. Opportunément, le cynisme et la désinvolture manifestés par les gouvernements, face à l'actuelle pandémie qui décime les populations, ont éveillé bien des consciences et beaucoup d'illusions se sont envolées. Dans le même temps, les immenses solidarités qui se sont développées au sein de la population pendant cette crise ont largement tordu le cou à l'adage qui affirme abusivement que *« l'homme est un loup pour l'homme »*.

Toutefois, nous devons faire preuve d'une extrême lucidité. Blessée, la bête sera d'autant plus dangereuse. Il ne fait plus de doute que, dans tous les pays, les classes dominantes s'activent à instaurer des régimes fascistes afin de réprimer les luttes populaires et de se maintenir au pouvoir.

Tout comme les gouvernements avaient pris le prétexte de la lutte contre le terrorisme pour imposer des lois liberticides, le contrôle des individus et des organisations populaires, aujourd'hui, ils instrumentalisent la lutte contre la pandémie pour consolider une dynamique de fascisation de la société. Notons, par exemple, que le régime de Macron est plus zélé pour imposer le confinement, à coup de juteuses amendes, qu'il ne l'est pour organiser un dépistage systématique ou pour garantir immédiatement le matériel nécessaire aux personnels qui sont au front.

Face à cette réalité, nous devons absolument penser une stratégie de résistance.

La période imposée de confinement nous ouvre l'occasion de nous nourrir d'informations alternatives, de renforcer notre formation idéologique et politique, de nous atteler à ressouder le tissu au sein de nos foyers. Cela est possible en développant des dynamiques solidaires pour étudier ensemble, penser et organiser des activités afin de résoudre les problèmes de la vie quotidienne.

Quand sera terminée cette période, alors, il sera temps de relancer des mobilisations massives contre les politiques scélérates du régime Macron, pour exiger la restauration des services publics dans tous les domaines et pour s'opposer aux lois liberticides. Ce sera aussi l'heure de demander des comptes sur le plan juridique pour que soient sanctionnés ceux des dirigeants qui ont consciemment mis la population en danger en la privant des moyens de se protéger, ceux aussi qui ont profité de la situation pour s'enrichir en augmentant abusivement les prix.

Mais plus important encore, sera venu le moment de s'organiser à la base avec l'objectif de promouvoir, dans les quartiers et dans le pays, toutes les activités alternatives nous permettant de prendre notre destin en mains.

Impulser une économie endogène et autocentrée, privilégiant les circuits courts et visant l'auto-suffisance alimentaire, développer des initiatives alternatives dans le domaine de la santé et de l'éducation : le chantier est immense ! Mais les travaux aboutiront assurément si nous croyons en nous-mêmes et si nous avons à cœur de nous unir.

Chers et chères compatriotes, Peuples du monde, c'est en faisant vivre les solidarités que nous ferons vivre l'humanité.



DECLARATIONS, INTERVENTIONS ET CONTRIBUTIONS

LE ROLE DE NOTRE AFRICANITE POUR NOTRE UNITE AFRICAN LIBERATION DAY

25 MAI 2019

Lonnen èpi rèspe ba nou tout ki isi-a.

Avant toute chose, je veux remercier fraternellement Ethiopian Word Federation, et particulièrement notre ami Gabriel, Ras Cephas, d'une part d'avoir choisi que cette édition de l'African Liberation Day soit placée sous le signe de l'ouverture et de l'unité et, d'autre part, de m'avoir proposé d'intervenir sur « Le rôle de notre africanité pour notre unité ».

1) Sur notre africanité

Traiter ce thème nous demande en premier lieu de nous entendre sur ce que nous appelons « notre africanité ». Nous croyons, pour notre part, que ce qui fait de nous des Africains, ce n'est pas la plus ou moins grande concentration de mélanine dans notre épiderme ou que notre nez soit plus ou moins « épaté ». Ce qui fonde notre africanité, c'est l'héritage que nous avons gardé de nos ancêtres déportés depuis la terre mère et qui constitue le socle de notre être profond, de notre culture, de nos traditions et de nos comportements.

C'est principalement sur ce socle-là, en affrontant la barbarie du système esclavagiste et de l'oppression coloniale, en mettant en œuvre des stratégies originales pour maîtriser son nouvel environnement, que s'est constitué notre Peuple Martiniquais. Au cours d'un parcours historique agité, les différentes composantes opprimées qui le constituent ont donné naissance à une nation originale d'une grande richesse humaine. A aucun moment cette autre dimension ne doit être sous-estimée au nom de notre africanité. Celle-ci sera un moteur pour notre marche vers l'émancipation à condition de purger les consciences de toute aliénation concernant notre regard sur l'Afrique.

A cet égard, je vous invite instamment à lire le texte de Frantz FANON « Antillais et Africains » qui date de Février 1955 où il décrit avec clarté l'aliénation qui se manifeste dans le regard que nous posons sur les Africains. Il y montre comment les consciences ont été obscurcies par une « grande erreur blanche » qui se transformera, plus tard, en « grand mirage noir ».

Beaucoup, hélas, même parmi ceux dont le regard a changé sur l'Afrique, restent prisonniers d'une vision fabriquée par les racistes colonialiste : Pour eux, « l'Africain » se réduit au « noir » originaire de l'Afrique subsaharienne !

Est-il nécessaire de rappeler que l'Algérien est africain, ou encore que les descendants des racistes Boers en Azanie sont de nationalité sud-africaine ?

Au-delà de l'imagerie et des frontières imposées par les envahisseurs occidentaux, ce que nous revendiquons de l'Afrique, ce sont les valeurs humaines qui y fleurissaient dans les civilisations précoloniales.

Je vais vous citer ici un extrait d'un discours du colonialiste Lord Macaulay qui s'exprimait devant le parlement britannique, le 2 février 1835. « J'ai voyagé à travers l'Afrique, je n'ai pas vu de mendiants ni de voleurs ; j'ai vu des personnes avec des hautes valeurs morales et je pense que nous ne pouvons pas conquérir ce pays, à moins que nous ne brisions ou n'effacions la colonne vertébrale de cette nation. Par conséquent, je propose que l'on remplace son ancien système éducatif et culturel ; ainsi, quand les Africains penseront que ce qui vient de l'étranger et en particulier de l'Angleterre, est meilleur que ce en quoi ils croyaient, ils perdront l'estime de soi, leur culture et ils deviendront ce que nous voulons qu'ils soient, à savoir une véritable nation dominée. » Cela se passe de commentaire.

Il est indéniable que la propagande imposée par tous les colonialistes occidentaux, pendant des centaines d'années, dans leurs écoles, leurs universités, leur littérature, leur cinéma et leurs médias a profondément dévoyé les consciences. C'est cela qui est à l'origine du rejet pathologique de l'Africain, (dont l'image est associée à la famine et aux guerres tribales) ou encore à l'origine de cette aliénation qui, dans les colonies françaises, fait croire à certains afro-descendants estampillés « Antillais » - notez que le qualificatif exclue arbitrairement les autres caribéens - qu'ils seraient supérieurs aux Africains.

Mais la dépossession mentale est plus profonde qu'on ne le croit généralement. Elle concerne :

- la substitution d'un individualisme forcené au sentiment d'appartenance communautaire, notamment dans le rapport à la propriété,*
- La perversion des principes prévalant dans la représentation des intérêts collectifs et dans l'organisation du pouvoir ;*
- les distorsions dans la façon de concevoir la transmission du savoir ainsi que la liaison entre travail manuel et activités intellectuelles, etc.*

Les conséquences des inversions culturelles subies de ce fait, sont désastreuses pour nos sociétés. Le mimétisme généralisé auquel on a droit dans tous les domaines, en particulier en matière d'organisation institutionnelle, de choix de développement et, plus globalement, de conception du bien-vivre rendent problématique toute cohésion sociale et

toute possibilité d'épanouissement. C'est en ce sens que nous pouvons dire que seule une bonne approche, dans la revendication de « notre africanité », favorisera le développement d'une unité solide au sein de notre peuple et, donc, rendra possible notre marche vers l'émancipation.

2) Sur l'unité

C'est ici qu'il convient de préciser ce que nous mettons derrière le mot unité.

Il y en a pour qui l'unité consiste à s'asseoir exclusivement à côté de ceux qui pensent strictement comme eux, tout en jetant l'anathème sur ceux, qu'avec suffisance, ils ne jugent pas initiés. Dans l'unité, nous voyons, au contraire, une démarche inspirée par un sentiment de fraternité et une volonté de ressouder toute notre communauté en acceptant sa diversité. Nous y voyons aussi une prise de conscience de sa nécessité indispensable pour notre libération.

Quand nous perdons un proche nous allons à l'église, au temple et nous y respectons les rites, tout en ayant des convictions tout à fait différentes. Cette même empathie devrait nous inspirer dans tous les actes du quotidien et surtout dans notre militantisme, qu'il soit associatif, politique ou religieux.

Si l'intention est de diffuser ses idées, parce qu'on est convaincu qu'elles seraient bénéfiques à l'intérêt général, Il est absolument indispensable de se défaire de toute posture de « donneur de leçons ». Permettre au plus grand nombre de réaliser qu'il est indispensable de s'appuyer sur notre africanité pour pouvoir prétendre à notre émancipation et au progrès de l'humanité, cela demande que nous fassions preuve d'une grande humilité et que nous développions une pédagogie bienveillante.

D'ailleurs, parmi les valeurs originelles de cette africanité que nous revendiquons, on retrouve précisément l'acceptation par tous les membres de la communauté des procédures et la pratique du consensus. Quand, dans notre culture, nous disons « fèmen la wonn », c'est un appel à ce que tous forment un cercle et concentrent leur intérêt sur le même événement. Mais nous disons aussi « wouvè la wonn » : c'est une invitation à élargir le cercle pour accueillir les nouveaux venus.

Alors oui, s'ancrer dans notre africanité est nécessaire au renforcement de notre unité : c'est aussi l'une des conditions indispensable à notre marche vers l'émancipation et au progrès de l'humanité.

Mèsi padavwa zot kouté mwen.



DECLARATION DU CNCP

A BAS LA DESINFORMATION ! ASSEZ DE MENSONGES !

28 Mai 2019

« Les Martiniquais se sont davantage mobilisés, il faut s'en féliciter ! », « Ils ont commencé à comprendre l'importance de l'Europe dans notre vie quotidienne et les bienfaits dont nous lui sommes redevables ! ». « Le Rassemblement National a fait une percée spectaculaire et la Martinique a placé la liste « Renaissance » de Macron en tête ! » Voilà en résumé les « analyses » répétées massivement au lendemain du 25 mai. Ces propos sont loin de refléter la réalité.

Peut-on vraiment prendre ces déclarations au sérieux quand on sait qu'elles s'appuient sur une participation de 15,22 % des électeurs. Pour 301.572 inscrits. On a compté 45.909 votants (dont 3571 votes blancs et 2976 bulletins nuls). En fait, on assiste là à la traditionnelle manipulation qui vise à légitimer leur pseudo-démocratie et ses représentants, doublée d'une volonté malsaine de cacher la progression des partisans de l'autodétermination.

Non, la Martinique n'a pas voté Macron ! Non, le Rassemblement National n'a pas fait une percée spectaculaire !

Rapporté au nombre des inscrits, voici ce que représentent leurs élus (es) :

Loiseau = 2,38 % ; Bardella = 2,11 % ; Aubry = 1,69 % ; Jadot = 1,42 %....

Ça c'est une vision scientifique de la réalité

Bien sur, nos brillants analystes se sont félicités de la hausse de 4 points de la participation, mais ils ne se sont pas interrogés sur la liaison de celle-ci avec l'augmentation du nombre de ressortissants européens installés au pays depuis 5 ans, dans le contexte de « génocide par substitution » qui a actuellement cours. Qu'ils aient voté Renaissance, RN, France insoumise, ou autre ce n'est pas le problème. Mais qu'est-ce qui autorise les commentateurs à faire du résultat un indicateur de ce que pensent nos compatriotes de l'Europe. Bien sur, il n'est pas question de prétendre que les 84,88 % d'abstention soient le fait d'anti-intégrationnistes. D'autant plus que ceux-ci ont été tenus à l'écart du débat « démocratique » précédent les élections. Quel écho a été donné à la déclaration commune signée par le CNCP, le MODEMAS, le MPREOM et le PKLS ? Leurs auteurs ont-ils été invités à défendre leur point de vue sur les plateaux ?*

Cependant, on ne peut nier que, face à la débauche de propagande auquel il a été soumis, cette non-participation est un message envoyé par notre peuple qui mérite d'être analysé en profondeur.

En tout cas, tant au plan européen que dans notre pays, les résultats confirment amplement les analyses que nous avons déjà publiées (cf. JKP spécial)

- D'abord, l'Europe n'est pas une entité mythique et philanthropique destinée à assurer aux peuples la démocratie, le développement, des normes sanitaires sûres, etc. Les évolutions politiques, la montée en puissance de l'extrême droite et les tractations entre partis en Europe **et surtout l'intensification de son offensive ultralibérale** annoncent de lourdes incertitudes à l'horizon. Ceux qui nous invitent à jouer l'avenir de notre pays dans ce casino là sont totalement irresponsables.

Le seul projet qui vaille pour nous, c'est celui d'un développement endogène et autocentré. Tournons donc le dos à ceux qui cherchent toutes les occasions possibles pour dénigrer notre peuple et saper son moral ! Tournons le dos à ceux qui prônent le culte de la main tendue !

Rouge-vert noir ! Battons-nous pour notre émancipation !

Pour le CNCP

Le Président : Jean ABAUL

INTERVENTION DU CNCP DU SOUTIEN A LA SOLIDARITE

20 juin 2019

Des éléments d'information suffisants, significatifs et convaincants, nous ont déjà été donnés quant à la situation en Algérie et à la nécessité de manifester notre soutien au Peuple Algérien. Nous les partageons et nous ne les reprendrons pas. Permettez-nous, plutôt, de porter réponse à des propos entendus face à notre appel à la solidarité :

« Avec tous les problèmes que nous avons dans notre pays, c'est de l'Algérie que vous venez nous parler ! » « D'ailleurs, les arabes ont participé à l'esclavage ! » (Sous-entendu : vous n'êtes pas de vrais patriotes Martiniquais) !

Ces propos, hélas, ne sont pas tenus seulement par des personnes victimes de la désinformation déversée par les médias dominants ; ils viennent parfois de gens instruits qui se prétendent opposés à la domination de l'occident. C'est pour cela qu'il nous semble important de combattre ces points de vue qui sont de réels obstacles à l'avancée de la lutte des peuples contre le système dominant.

Tout observateur sérieux conviendra que dans le cadre de ce qu'on appelle la « Globalisation », les pays impérialistes imposent au monde un ultralibéralisme sauvage, qu'ils développent une politique mafieuse dans les domaines du droit international et des échanges commerciaux, qu'ils renforcent leur dictature par le biais des nouvelles technologies de l'information et de la communication, par leurs ingérences subversives, leurs agressions militaires et leur soutien aux Etats voyous.

Dans un tel contexte, tout propos alimentant les divisions entre peuples, toute déclaration nuisant à la convergence des luttes au plan international sont autant de soutiens objectifs au système dominant.

Dire que « les arabes ont mis nos ancêtres en esclavage » participe de la même propagande idéologique qui prétend que « Les noirs auraient vendu leurs frères ». Outre que ces propos sont aussi réducteurs que révisionnistes, parce qu'ils occultent l'existence des classes et des luttes qui opposent celles-ci, ils contribuent à ériger des barrières entre les peuples au grand bénéfice des maîtres impérialistes.

Dire qu'il ne faut pas porter notre attention sur les luttes menées dans le reste du monde, qu'il ne faut pas tirer leçon du vécu et de l'expérience des autres peuples : c'est priver notre peuple de toute possibilité de résoudre ses propres problèmes. Car tous ces problèmes, sans exception, sont l'expression d'une dynamique mondiale. (Ne citons que les problèmes de santé, d'éducation, de précarité, directement liés aux politiques de privatisations menées par les gouvernements à la solde

des multinationales). Pour les résoudre, la solidarité des autres peuples nous sera autant indispensable que celle que nous leur devons.

Alors oui ! Nous devons parler de la situation de l'Algérie ! Nous devons porter notre soutien à la lutte du Peuple Algérien ! Nous devons exiger la libération des prisonniers politiques !

Certains, de bonne foi, ont pu tirer la sonnette d'alarme en évoquant le caractère anti-impérialiste de la révolution algérienne et le soutien porté par le pays aux luttes de libération, s'inquiétant de savoir si le soutien aux manifestants ne faisait pas le jeu des impérialistes.

Il est vrai que, dans de nombreux pays, les services secrets occidentaux ont pu infiltrer les luttes populaires (rebaptisées en l'occurrence « mouvements citoyens » ou « printemps »), qu'avec l'aide de leurs médias, ils ont pu dévoyer celles-ci. C'est, par exemple, ce qui explique qu'en Egypte, la dictature du Maréchal SISSI a remplacé celle d'Hosni MOUBARAK !

Mais cela ne nous exonère à aucun moment de notre devoir de soutenir les luttes populaires. Nous ne pouvons rester silencieux face à l'arrestation de manifestants qui luttent pour la justice sociale et contre la corruption. Nous devons absolument faire confiance au Peuple Algérien qui saura accomplir sa mission d'émancipation, même dans la « relative opacité » qu'évoquait Frantz FANON.

En conclusion, camarades, nous devons exprimer notre soutien à l'égard du Peuple Algérien. Mais, plus encore, nous devons être animés de la volonté de construire une puissante solidarité entre tous les Peuples dans la lutte pour mettre fin à l'oppression, à l'exploitation, aux injustices et aux inégalités, à toutes les formes de corruption intrinsèquement liés aux dominations de classe, aux politiques ultralibérales, au système capitaliste et impérialiste.



REFUSONS D'ETRE COMPLICE D'UN NOUVEAU CRIME CONTRE L'HUMANITE !

23.07.2019

Le 12 octobre 2018, William Brownfield, ex Ambassadeur des Etats Unis au Venezuela, déclarait ceci : *“Nous devons envisager ceci comme une agonie, comme une tragédie qui va se poursuivre jusqu’au dénouement final (...) et si nous pouvons faire quelque chose pour l’accélérer, nous devons le faire, mais nous devons le faire en sachant que ceci aura un impact sur des millions de personnes qui ont déjà des difficultés pour trouver des aliments et des médicaments (...), Nous ne pouvons pas le faire et prétendre qu’il n’y aura pas d’impact, nous avons une décision à prendre qui est dure, la fin souhaitée justifie cette sévère punition.”*

Quelle est cette « fin souhaitée » par les USA ? : Renverser par tous les moyens, les plus vils soient-ils, les autorités légales et légitimes d’un pays qui refusent que leur pays soit pillé par les impérialistes occidentaux. Parler des difficultés alimentaires et sanitaires, des coupures d’électricité du peuple Vénézuélien sans, à aucun moment, en mentionner les causes manifestes, revient à relayer la campagne de désinformation menée par les agresseurs Etatsuniens ! Malheureusement, cela a été le cas dans le supplément junior de FA destiné aux enfants de 8 à 17 ans qui donne une vision apocalyptique de la situation fabriquée par les médias occidentaux. Il est de notre responsabilité de porter à ceux-ci des compléments d’information qui leur permettront d’avoir une vision plus objective de la réalité. Les empires médiatiques, directement contrôlés par les multinationales, déversent un flot de désinformation à propos du Venezuela. Dans le même temps, les journalistes portant des informations objectives sont empêchés de remplir leur mission. Le journaliste canadien Arnold August a été interdit d’accès aux USA pour avoir publié un article mettant en cause leur politique à l’égard du Venezuela.

Les difficultés du Venezuela sont la conséquence directe d’une offensive subversive menée par les USA

Le pays connaissait une croissance régulière et importante du PIB qui a été stoppée net par le Décret de mars 2015 pris par OBAMA qui voyait en lui une « **menace inusuelle et extraordinaire** » (sic !). Jusqu’alors des millions de gens sortaient de la pauvreté. Depuis, Donald TRUMP s’est déchainé en multipliant des mesures coercitives en violation flagrante du droit international. Concrètement, il s’agit du blocage des opérations financières depuis ou vers le Venezuela, de l’interdiction imposée au système financier mondial de participer à toute opération d’achat, de vente, de négociation ou de renégociation de la dette souveraine du Venezuela, ainsi que toute opération concernant la dette de la compagnie pétrolière nationale PDVSA. Les filiales de PDVSA ne sont pas autorisées à rapatrier

des bénéfiques vers l'Etat vénézuélien. A cela s'ajoutent des mesures contre la cryptomonnaie Petro, contre les opérations de commercialisation d'or du Venezuela, etc.

Entre août 2017 et décembre 2018, les pertes pour le Venezuela ont atteint **23.238 Millions de dollars** et les Valeur des actifs gelés aux Etats-Unis **30.000 millions de dollars**. A cause du blocus économique, le Venezuela n'a pas reçu 3 millions 930 tonnes métriques d'aliments en 2016 et 6 millions 150 mille tonnes métriques additionnelles en 2017. Des matières premières, des médicaments, des équipements médicaux ont été interdites à l'importation dans le but de provoquer une crise des services de santé. Deux exemples concrets : en 2017, blocus par la banque étatsunienne Citibank des fonds destinés à l'importation de 300.000 doses d'insuline, portant préjudice à plus de 450.000 patients. Blocus par la banque suisse UBS des transactions du Venezuela avec l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) destinées à l'achat de vaccins pour le programme d'immunisation 2017.

A l'arme du blocus, les USA ajoutent le soutien à la subversion intérieure pour saboter l'économie du Venezuela. Les capitalistes qui contrôlent le commerce stockent les marchandises et augmentent exagérément le prix de vente des produits de première nécessité. Le gouvernement travaille à débusquer les produits cachés et impose des baisse de prix. D'énormes quantités d'aliments et d'essence vendus à bas prix au Venezuela, parce que subventionnés par le gouvernement, sont détournés pour être vendus en contrebande et au prix fort en Colombie par de prétendues « victimes affamées par le régime ». (Ex : sur le marché de Maico).

Plus un mensonge est gros, plus il a des chances d'être cru !

Comme tout cela ne suffit pas à mettre à genoux la Révolution Bolivarienne, une campagne de désinformation massive est menée pour préparer l'opinion à accepter une intervention militaire. Des vidéos sont fabriquées pour alimenter la propagation de fakenews. Des preuves filmées ont été diffusées par Telesur pour montrer que les gens ne buvaient pas l'eau des égouts et n'erraient pas dans les rues à la recherche de restes d'aliments trainant par terre. La preuve a été faite, reconnue par le New York Time, que les camions de la prétendue « aide alimentaire » avaient été brûlés par les partisans de Gaïdo, la marionnette des USA. Bien sur les médias occidentaux n'ont pas fait de rectification.

Concernant le sabotage des installations électriques, les médias occidentaux se sont appliqués à semer le doute sur les déclarations du gouvernement vénézuélien, en ignorant les preuves fournit par lui et en faisant le silence sur les déclarations de Kalev Leetaru, collaborateur du magazine Forbes. Celui-ci considère "très réaliste" de penser que le gouvernement américain a effectivement lancé une cyberattaque contre le complexe hydroélectrique de Guri, qui a conduit à la panne d'électricité et il indique que ce type d'attaque est l'une des tactiques décrite dans son rapport 2015 comme une « alternatives efficace ». Quant aux pillages ! Ils ont

eu lieu dans des centres commerciaux d'une seule des 23 villes capitales provinciales, dans une zone frontalière où se sont introduit des mercenaires étrangers.

Qui devons-nous soutenir ? Les peuples ou les prédateurs ?

Une chose reste sûre cependant : les vénézuéliens, en majorité, restent fidèle à la Révolution Bolivarienne. Comment pourraient-ils oublier que 2.800.000 logements sociaux ont été construits depuis 2011, malgré le blocus, pour leur donner un habitat digne et propre ? Occupés à promotionner les rassemblements des subversifs, les médias occidentaux ne répercutent pas honnêtement les manifestations gigantesques de soutien à la Révolution (récemment encore les 16 et 23 mars). Les impérialistes ne cessent de se plaindre que « l'armée et les quartiers populaires n'aient pas encore basculé. » Aussi, la probabilité qu'ils interviennent militairement et qu'ils suscitent une subversion armée à l'intérieur, est de plus en plus grande.

Nous assistons aujourd'hui à la réédition de la stratégie qui a permis aux USA de justifier toutes ses agressions barbares. Les empires médiatiques se mobilisent pour émouvoir l'opinion, diaboliser le chef d'état à renverser et enfin justifier l'intervention militaire. Hier, c'étaient les charniers de Timisoara en Roumanie, les armes de destruction massives en Irak, l'usage d'armes chimiques en Syrie (etc.) Aujourd'hui c'est la famine du peuple vénézuélien causée par son Président !

A qui fera-t-on croire que Trump et Macron se soucient des gens qui ont faim et qui n'ont pas de médicament ? N'y a-t-il pas des gens qui font les poubelles à Paris et à New York qu'ils pourraient aider ? 805 millions de personnes souffrent de famine dans le monde, essentiellement dans des pays dominés et pillés par les impérialistes occidentaux. Où sont leurs camions « d'aide humanitaire » ?

La vérité essentielle concernant le Venezuela se trouve dans le rapport au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, présenté par Alfred de Zayas : « *Par ses terribles effets sur la population, par les pénuries économiques qu'il produit et par son impact sur la vie sociale et sur la santé du peuple vénézuélien, le blocus économique et financier est un acte conscient de violation massive des droits de l'homme du peuple vénézuélien et doit être considéré un délit de lèse humanité* ».

Refusons d'en être complice ! Luttons contre la désinformation ! Mobilisons-nous contre toute forme d'agression ! Défendons la Paix dans notre région !

Robert SAE

Responsable aux affaires extérieures du CNCP

23^{ème} SEMINAIRE INTERNATIONAL
« PROBLEMES DE LA REVOLUTION EN AMERIQUE LATINE »

Quito - 24 au 26 juillet 2019

LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE
CONTRE LA DROITISATION ET LE FASCISME

Contribution du Conseil National des Comités Populaires (CNCP)

De notre point de vue, ce qui permet de considérer qu'un mouvement révolutionnaire, joue un rôle d'avant-garde, ce n'est pas d'abord sa notoriété, sa capacité d'influencer les mouvements sociaux ou le nombre de militants qu'il peut aligner sur le terrain - même si, bien sur, tout cela est encourageant - c'est en premier lieu sa capacité à analyser scientifiquement la réalité, à définir une stratégie et des tactiques contribuant de façon significative à la transformation révolutionnaire de la société. C'est dire l'importance décisive de ce *23ème séminaire International organisé par le Parti Communiste Marxiste - Léniniste d'Equateur* qui permet les échanges d'expériences et la coordination des initiatives entre *les partis membres de la Conférence Internationale des Partis et Organisations Marxistes-Léninistes (CIPOML) autour d'une problématique tellement actuelle et qui demande des réponses théoriques et pratiques urgentes, à savoir* : « La lutte révolutionnaire contre la droitisation et le fascisme ». En effet, nous sommes confrontés, aujourd'hui, à une désastreuse poussée des forces les plus réactionnaires de la droite et au développement du fascisme à l'échelle internationale. Nous ne pourrions nous y opposer victorieusement qu'au prix d'une contre-offensive coordonnée et judicieusement élaborée. Cela exige évidemment que nous nous livrions à une analyse minutieuse de la réalité et à une réflexion lucide sur nos pratiques

Pour commencer, rappelons comment se manifeste cette droitisation et ce fascisme que nous devons combattre :

- A l'échelle du monde, le droit international est bafoué : Une poignée de dirigeants impérialistes décrète des « sanctions » illégales contre des Etats souverains, des associations et des individus. Ils imposent au monde leurs « lois extraterritoriales » et les diktats d'une Cour Pénale Internationale à leur solde. Ils s'arrogent un « droit d'ingérence » prétendument humanitaire et lancent des guerres dites « préventives ». La collaboration avec les pires dictatures et le soutien à des groupes subversifs leur servent de tremplin pour déstabiliser les pays anti-impérialistes. La justice est plus que jamais instrumentalisée par les classes dominantes pour s'attaquer aux lanceurs d'alerte, aux militants et organisations du mouvement populaire, pour orchestrer la destitution et l'incarcération infondées de représentants démocratiquement élus. Les élections sont gangrenées par la fraude, l'argent sale, la désinformation déversée par des médias aux ordres et par la corruption de bon nombre d'élus.

A l'échelle des Etats, les gouvernements ont bradé toutes leurs compétences au profit d'institutions non-élues, des banques, des spéculateurs et des multinationales. Les milliardaires et les lobbyistes, ne s'accommodant plus de partis paravents, prennent directement les rênes du pouvoir politique. Les peuples sont alors jetés dans la misère par un ultralibéralisme barbare qui impose des mesures d'austérité, la destruction des services publics de santé et d'éducation et le sabotage des systèmes de protection sociale. Les avancées sociales et les conventions collectives sont jetées au panier. Une répression féroce s'abat sur les mouvements sociaux et, sous le prétexte démagogique de lutter contre le terrorisme, les conquêtes démocratiques, les libertés individuelles ou collectives sont balayées.

Parce qu'elles ont compris que leur hégémonie est structurellement menacée par la montée en puissance des résistances populaires, les classes dominantes ne s'embarrassent plus d'aucun faux-semblant ni d'aucun scrupule pour recourir au fascisme. Elles sont bien conscientes que les luttes populaires grondent partout sur la planète et que la grande éruption pointe à l'horizon.

En réalité, nous sommes à l'heure de l'affrontement décisif entre les peuples et leurs prédateurs! Selon nous, dans un tel contexte, la lutte révolutionnaire contre la droitisation et le fascisme doit se mener sur trois fronts principaux.

A/ Le premier d'entre eux, c'est le front idéologique.

Ce front est plus que jamais déterminant. D'ailleurs, nos ennemis de classe le savent eux-aussi : leurs propagandistes (personnel politique, journalistes, économistes et autres animateurs) sont missionnés en permanence par les empires médiatiques contrôlés par leurs multinationales, pour désinformer, distraire l'attention et conditionner l'opinion publique. Force est de constater qu'ils parviennent à influencer négativement de larges fractions de l'opinion.

Pour faire échec à l'offensive des chantres du capitalisme et des néo-fascistes, Il est indispensable que nous déconstruions leur propagande.

Cinq verrous, tout particulièrement, doivent être cassés :

- Premièrement, le mythe de « la fin des idéologies », qui a été largement propagé ces dernières décennies et qui a pu priver le mouvement populaire des armes théoriques indispensables au succès de ses luttes. Et maintenant que la pilule passe plus difficilement, les médias aux ordres tentent de persuader le public que toute critique du système relève du « complotisme » et de fake news.

- Deuxièmement, l'aversion à l'égard de la politique et de l'organisation syndicale alimentée dans la population par ces mêmes médias qui, dans le même temps, promouvent les partis politiques de la bourgeoisie et servent de relais aux syndicats patronaux.

- Troisièmement : l'instrumentalisation de mouvements dits « citoyens ». En l'espèce, la manipulation atteint des sommets. Par la magie de la propagande des médias aux ordres qui en appellent à l'émotion et qui distribuent blâmes ou bons points :

* les « Gilets jaunes » qui luttent en France pour le droit de mieux vivre deviennent d'abominables casseurs qu'il est légitime d'éborgner. Les individus qui saccagent le

Parlement à Hong Kong, eux, doivent être soutenus parce que ce sont des démocrates qui défient Pékin.

* Les représentants élus du Peuple Catalan méritent d'être jetés en prison pour « sédition » parce qu'ils ont organisé un référendum et les occidentaux ont raison d'étrangler le Venezuela parce que les autorités démocratiquement élus refusent de laisser la place à Guaido, l'autoproclamé de Washington !

Au bout du compte, infiltrées et manipulées par les agents du système, des manifestations populaires ont pu ouvrir la porte à des dictatures. Sans cap idéologique et sans projet politique clairs, elles ont servi de tremplin à des opportunistes électoralistes. Non structurées, elles se sont éteintes et ont été suivies d'un renforcement de l'exploitation et de l'oppression.

Le quatrième verrou qu'il faut absolument faire sauter, c'est celui de la division systématiquement alimentée par les classes dominantes, d'une part, entre les différents peuples, d'autre part, entre les couches populaires dans le même pays. Partout, par exemple, les immigrés sont livrés à la vindicte comme boucs émissaires et les musulmans diabolisés. En France, récemment encore, le gouvernement dénonçait « les fonctionnaires privilégiés et les retraités prétendument aisés qui ne veulent pas participer à l'effort collectif ».

- cinquièmement, enfin, il est essentiel de déconstruire la vision tronquée du socialisme que les classes dominantes sont parvenues à ancrer dans l'opinion en associant à l'inefficience économique et à l'absence de liberté, ce système qui a permis à des millions de gens de s'émanciper et d'accéder à des conditions de vie dignes. En même temps, la publicité pour le capitalisme prédateur et mortifère n'a jamais été autant tapageuse : « *C'est l'individualisme et la compétitivité qui vous sauveront !* » et « *Si vous échouez, c'est parce que vous ne savez pas vous vendre* » ! « *C'est l'entreprise qui produit les richesses* » ! « *Si vos profits sont mirobolants, ne vous culpabilisez surtout pas : le « ruissellement » permettra aux pauvres aussi d'en bénéficier* ».

Voici donc la chape idéologique qui pèse sur notre société. Et, selon nous, la victoire de la lutte révolutionnaire contre la droitisation et le fascisme est directement lié à notre capacité à extirper ce cancer idéologique qui, hélas, gangrène les consciences de nombreuses victimes du système.

B/ Le deuxième front sur lequel nous devons nous engager avec détermination pour accomplir notre mission concerne la structuration du mouvement populaire

Au cours des dernières décennies, de profondes mutations ont affecté la société.

Les bouleversements technologiques, liés notamment à la révolution numérique, ont eu de notables répercussions sur la nature des classes et sur les rapports entre celles-ci. L'enfumage de « l'auto-entreprenariat » et le fait que la domination tentaculaire des multinationales se cache derrière des franchises ont contribué, entre autres, à brouiller la perception des frontières entre classes sociales.

Sur le plan subjectif, l'offensive idéologique menée par les classes dominantes, dont nous avons parlé plus haut, a développé un imaginaire et une culture « globalisés ». L'épanouissement et « l'émancipation » sont souvent recherchés au plan strictement individuel et associés à la compétition. La défiance à l'encontre des organisations de lutte de classe et la peur d'être « récupéré » stérilisent les luttes sociales.

Cependant, l'échec patent du système et la férocité de l'exploitation ultralibérale génère un retour en force des résistances populaires et des luttes solidaires. En même temps, les luttes populaires et le développement des réseaux sociaux ont contribué à ébranler les structures pyramidales qui caractérisaient toutes les institutions (école, églises, etc.) et par lesquelles les classes dominantes exercent leur pouvoir. Cette tendance a été renforcée par les conséquences de l'offensive ultralibérale quant aux « missions » concédées à l'Etat et aux collectivités locales.

Toutes ces nouvelles réalités demandent que nous procédions à une évaluation lucide du fonctionnement de nos organisations et de nos méthodes d'intervention. Il nous semble essentiel de mieux répondre aux problématiques liées aux mutations culturelles et comportementales observées dans la société, de mieux prendre en compte, aussi, les ressorts propres à la nature des individus.

Ce qui est certain, c'est qu'aucune lutte n'a de chance d'être victorieuse si la forme qu'elle prendra et les objectifs visés ne sont pas largement discutés, au préalable, par le peuple acteur. Notre tâche est donc de contribuer au développement d'espaces permettant réellement la réflexion transversale et l'expression de la pensée collective.

De toute évidence, cela nous impose un devoir d'humilité et une lutte sans concession contre les relents de l'idéologie bourgeoise qui se caractérise par la propension à l'égoïsme et à l'élitisme.

C/ Nous en arrivons à ce troisième front que nous considérons fondamental : la mise en œuvre de contre-pouvoirs et la construction du système alternatif

Il serait inconséquent d'attendre la chute du système capitaliste pour développer des pratiques alternatives. Les catastrophes, déjà présentes, causées par le changement climatique, l'urgence qu'il y a à répondre aux problèmes de santé, d'éducation, au cortège de violences que provoque le délitement de la société, tout cela nous commande de prendre les choses en main, dans le même temps où nous affrontons les prédateurs ultralibéraux et leurs représentants fascistes.

Cela implique concrètement la mise en œuvre de pratiques visant à impulser l'organisation à la base d'espaces qui permettent :

1- de construire des circuits économiques courts et endogènes. L'objectif étant de construire un socle sur lequel la résistance pourra se camper pour répondre aux besoins essentiels, tout en s'émancipant de toute dépendance économique et de tout chantage, en favorisant également le recul du consumérisme débridé avec son flot de gaspillage. Au demeurant, de telles pratiques contribueront à ébranler la puissance financière des prédateurs.

2- d'organiser la protection de l'environnement et du vivant ainsi que la prévention des risques majeurs ;

3- d'impulser des activités éducatives et culturelles alternatives qui puissent servir de support à la lutte contre l'individualisme et au renforcement de la cohésion sociale, qui restituent leur valeur aux savoirs populaires et renversent les barrières arbitrairement imposées entre travail manuel et activités intellectuelles ;

4- de stimuler un véritable exercice de la souveraineté populaire s'appuyant notamment sur la pratique de la démocratie directe.

Au bout du compte il s'agit d'être à l'initiative et de reprendre concrètement nos vies en mains.

*

En conclusion

Beaucoup doutent de la possibilité de mettre fin au système impérialiste et capitaliste, parce qu'ils ignorent la puissance des luttes populaires qui se mènent sur tous les continents, parce qu'ils n'ont aucune idée de l'importance des alternatives politiques, économiques et sociales qui s'y développent. Aussi, nous le réaffirmons avec force : l'odieux système capitaliste à fait son temps ! Cherchant, coûte que coûte, à le maintenir en place les classes dominantes font planer sur la planète et sur l'humanité un risque de destruction totale.

Nous pouvons et nous devons l'éradiquer !

Intensifions la lutte révolutionnaire, la victoire est au bout du chemin !

★

MESSAGE DU CNCP A

Candidatura d'Unitat Popular (CUP)

Depuis la Martinique, le Conseil National des Comités Populaires (CNCP) exprime sa totale solidarité avec le Peuple Catalan en lutte.

Nous dénonçons avec fermeté les lourdes peines d'emprisonnement prononcées contre les dirigeants indépendantistes Catalans et nous soutenons la Résistance populaire qui se fait entendre.

Le droit à l'autodétermination est un droit inaliénable. Le Peuple Catalan s'est démocratiquement exprimé pour l'indépendance et la création d'une République, à l'occasion du référendum du 1 octobre 2017, dont l'organisation a été avalisée par son Parlement élu et malgré la sauvage répression ordonnée par les autorités espagnoles. IL a confirmé son choix lors des élections imposées par Madrid en donnant la majorité aux indépendantistes. La soumission à la constitution d'un régime monarchique ne saurait lui être imposée.

Aux propositions de dialogue faites par les dirigeants indépendantistes, l'Etat espagnol a répondu par le mépris, l'arrogance et la répression. Le jugement scélérat du 14 octobre en est une manifestation.

Dans un contexte international où le fascisme étend partout ses tentacules, la Résistance du Peuple Catalan est légitime et fait figure d'exemple !

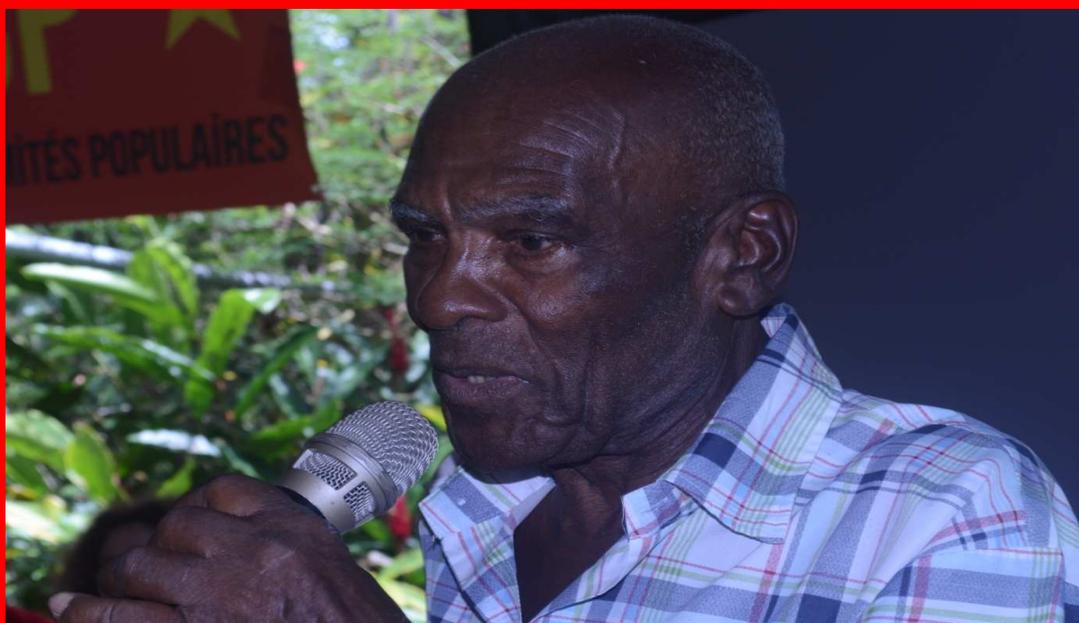
Peuple Catalan, vous avez toute notre solidarité !

*Pour le CNCP
Robert SAE,
Responsable aux affaires extérieures.*

HOMMAGE AU CAMARADE YVON ANICET ROISIER

Notre camarade Yvon Anicet ROISIER, doyen de notre organisation, est décédé le 22 octobre 2019 à l'âge de 89 ans. C'est une perte immense pour nous tous. Le CNCP remercie chaleureusement les camarades d'Haïti, de l'UPLG (Guadeloupe), de Emancipation Support Committee (Trinidad and Tobago), du PCMLE (Equateur), du PCOF (France), de l'UIS - FSM (Espagne) du PKLS (Martinique) pour les messages de solidarité adressés à l'organisation et à la famille du Camarade Martin. Nous reproduisons ci-dessous le témoignage exprimé, lors des obsèques, le 30 octobre, au nom du CNCP.

**HONNEUR À YVON ANICET ROISIER
NOTRE « CAMARADE MARTIN »
20 AVRIL 1930- 22 OCTOBRE 2019.**



Militant modèle du Conseil National des Comités Populaires (CNCP) resté fidèle aux idéaux du Marxisme - Léninisme et de la Révolution jusqu'à son dernier souffle.

« Nous l'appelions Camarade Martin. Il était le doyen de notre organisation, nous le considérons comme un père. Toujours humble et discret, Il faisait partie de ce genre personnes qui ne se font pas remarquer dans la foule. Pourtant, il est une grande figure de notre histoire Martiniquaise. Yvon Anicet ROISIER est de la lignée de ces jeunes, comme Frantz FANON, qui sont partis en dissidence pour combattre le nazisme en France.

Engagé par l'armée française à l'âge de 19 ans, il avait été envoyé se battre en Indochine. Sur place, prenant conscience qu'il s'agissait d'une guerre injuste, il avait refusé de combattre le Peuple Vietnamien et s'était rangé à son côté. Après la défaite des troupes coloniales, il a vécu au Vietnam où il a fondé une famille. Il y a été décoré comme travailleur modèle par les autorités de ce pays. Dès son retour en Martinique, il s'est engagé dans la lutte au service de notre peuple. Membre de notre organisation depuis 1973, il a toujours été un guide infailible nous éduquant à la sagesse et au respect de nos engagements.

Il était présent dans toutes les mobilisations où il s'agissait de défendre les intérêts des défavorisés et des victimes d'injustices. Il a été longtemps animateur d'une association inter-génération dans laquelle il transmettait les valeurs de solidarité et d'entraide avec ses autres frères de lutte, Clément Barbara et Valère Sauvage. Les délégations venant de pays étrangers qui ont eu la chance de le connaître le considéraient comme un modèle de combattant internationaliste.

Oui, Camarade Martin, tu es un modèle pour notre peuple. Nous ne te verrons plus physiquement, mais avec le poète Birago DIOP, nous croyons que « les morts ne sont pas morts » et que le « souffle des ancêtres » nous entoure.

Camarade, tu n'es pas parti.

Tu es là, dans la dignité et la droiture que tu as données à tes enfants.

Tu es là, dans le respect que te témoignent tes voisins et tous ceux qui te connaissent.

Tu es là, dans les valeurs que tu as cultivées chez nos militants et nos militantes.

Nous continuerons toujours à entendre ta voix nous enseigner la sagesse, la loyauté, la fidélité à nos idéaux et nous suivrons ton exemple. »



BOLIVIE : UN COUP D'ETAT CRIMINEL DE PLUS CONTRE LES PEUPLES !

Une preuve de plus que nous sommes à l'heure d'un affrontement décisif entre les classes dominantes prédatrices et les peuples dominés, une preuve de plus de la duplicité des dirigeants Etatsuniens et européens, c'est ce crime contre l'humanité qui se déroule en Bolivie.

Mener une offensive systématique pour chasser du pouvoir tous les gouvernements qui permettent à des dizaines de millions de personnes de sortir de la pauvreté, d'accéder à la santé et à l'éducation, est bien un crime contre l'humanité. Cuba, Brésil, Venezuela, Bolivie : tous ces gouvernements ont en commun d'avoir mis fin au pillage des ressources de leurs pays et d'utiliser ses revenus au bénéfice de leurs peuples. Les impérialistes et leurs multinationales entendent anéantir tous ceux qui s'opposent à leur politique prédatrice. De surcroît, en Bolivie, l'oligarchie blanche ne pardonne pas à Evo MORALES d'avoir institutionnalisé le respect de la dignité et des droits des peuples amérindiens.

Le coup d'état orchestré par les oligarques boliviens, appuyés par la CIA, l'ambassade des USA, le Brésil, le Paraguay, la Colombie et le Chili fait partie de cet affrontement décisif qui oppose les Peuples à leur prédateurs. Il est dans la continuité de ceux qui ont été perpétrés au Chili, au Honduras, au Paraguay et au Brésil. C'est une partie d'un plan global qui, entre autres, organise la subversion au Venezuela, et renforce l'embargo contre Cuba.

Honte à ces journalistes occidentaux qui répercutent en boucle les déclarations des subversifs prétendant qu'il ne s'agit pas d'un coup d'état mais qui ne s'attardent pas sur ce qui prouve le contraire, notamment la mutinerie de trois commissariats de police et les injonctions de l'armée. Ils ne dénoncent pas le fait que des voyous subversifs ont tondu et peint en rouge, une élue fidèle à Evo Morales, l'obligeant à marcher pieds nus sous les quolibets ; ils ne dénoncent pas le fait que des bandes de délinquants s'attaquaient physiquement aux ministres en place et prenaient leurs familles en otage ; ils ne condamnent pas le fait que dans la capitale, le siège de l'ambassade du Venezuela a été occupé et mis à sac par des manifestants cagoulés équipés de dynamite et de boucliers ; ils relaient avec délectation les vidéos de ceux qu'ils présentent comme de simples « opposants » incendiant des locaux publics et saccageant le domicile du Président.

Pour l'occasion, les occidentaux ressortent le vocabulaire de diabolisation : Evo Morales serait un « dictateur » ! Lui, qui a démissionné pour arrêter la violence des insurgés et éviter toute confrontation armée. Qu'un seul des journalistes tenant ces

propos ose comparer l'état de la démocratie qui prévalait en Bolivie avec celui qui a cours en Colombie, par exemple !

Se faisant complices objectifs du coup d'état, des médias aux ordres réutilisent la thèse des « élections contestées » et font planer le doute quant à la responsabilité d'Evo MORALES. Ceci est de la désinformation. Dès que le candidat de droite s'est rendu compte qu'Evo serait réélu au premier tour, avant même la proclamation des résultats, une campagne d'intoxication a été enclenchée. Les autorités ont officiellement proposé à l'OEA et à l'Union Européenne de désigner des représentants pour venir vérifier le comptage, ils ne l'ont pas fait. Après la proclamation, les autorités ont proposé au candidat adverse de participer à une commission de vérification ; celui-ci a refusé ! L'OEA, celle-là même qui est aux manœuvres pour déstabiliser Cuba et le Venezuela, a accepté d'y participer. Très vite, elle a produit un rapport dans lequel, nulle part il n'est porté d'éléments sur des fraudes avérées, mais dans lequel elle émet « des doutes ». C'était son signal pour que démarre le coup d'Etat !

Incontestablement, avec le coup d'état en Bolivie, les Peuples ont perdu une bataille mais, au bout du compte, ils remporteront la victoire. La résistance du Peuple Cubain contre l'embargo, du Peuple Vénézuélien contre la subversion et les « sanctions » illégales, la déroute annoncée du complot judiciaire contre LULA, sont des réalités qui renforcent notre certitude à cet égard. Les gouvernements installés par les impérialistes après leurs coups d'états institutionnels ou non, ont pour mission d'éliminer les conquêtes sociales et de réimposer un ultralibéralisme sauvage. Cela, les peuples ne s'y résigneront jamais. Chili, Argentine, Equateur, Mexique, Brésil, Haïti, (etc.) partout où les impérialistes avaient cru écraser le mouvement populaire, les masses montent de nouveau à l'assaut.

En ce qui nous concerne, nous condamnons fermement le coup d'état perpétré contre le Gouvernement Bolivien et nous exprimons notre totale solidarité avec le peuple Bolivien.

*Pour le CNCP :
Robert SAE,
Responsable aux affaires extérieures.
Martinique le 12/ 11/ 2019.*

LE SABOTAGE DEFINITIF DES RETRAITES EST EN COURS

Quand, à la fin des années 70, les organisations indépendantistes ont commencé à s'imposer dans le paysage politique martiniquais, une campagne de désinformation massive a été déclenchée par les colonialistes et les réactionnaires locaux sur le thème : « Avec l'indépendance la sécurité Sociale et les retraites disparaîtront ! ». Aujourd'hui, les faits montrent que c'est en restant soumis à la domination coloniale de la France que nous connaissons assurément la suppression de tous les dispositifs de protection sociale dont bénéficiait la population.

La Martinique n'est pas encore indépendante et pourtant il est évident, qu'après le sabotage de la Sécurité Sociale (via le déremboursement des soins et des médicaments), qu'après la mise à mal du système d'indemnisation du chômage (via le durcissement des conditions d'accès et la diminution des sommes versées), le régime français a entrepris de mettre définitivement fin au système de retraite qui avait été imposé par de longues et douloureuses luttes syndicales.

Rappelons, au passage, aux anti-indépendantiste que les différents dispositifs de la Sécurité Sociale ont été étendus dans notre pays, bien après leur instauration en France et ce grâce au combat des communistes qui étaient accusés à l'époque par les patrons et les assimilationnistes de vouloir priver les travailleurs d'une partie de leur salaire.

Les premiers coups ont été portés en 1993 sous François Mitterrand. Depuis, le démantèlement a été successivement orchestré par Chirac, Sarkozy et Hollande. Aujourd'hui, c'est Macron, fervent représentant des multinationales et de la finance, qui est chargé de la mise à mort définitive du système de retraite. On constate que les gouvernements français, qu'ils soient de « gauche » ou de « droite » sont les défenseurs de sauvages politiques ultralibérales. Tout ce sabotage qu'ils osent qualifier de « réforme » s'appuie sur une constante : rallongement de la durée du temps de travail et réduction du niveau des pensions !

Derrière la propagande, se cache une véritable arnaque !

Leurs propagandistes - politiciens, économistes et journalistes – se relaient sur la scène pour justifier les mauvais coups : Leurs maîtres n'auraient pour but que « d'équilibrer les caisses et de garantir une retraite aux générations futures ». « Le nombre des actifs diminuant, les cotisations ne suffiraient pas à garantir de pensions au nombre croissant de retraités, disent-ils. » Et puis, « Il faut corriger les « inégalités » entre les couches de la population causées par le trop grand nombre de régimes qui permet à certains de percevoir de plus grosses pensions. » Leurs

motivations seraient donc la générosité et le désir d'équité ! En vérité, c'est à une véritable arnaque que se livre le régime français. En quoi consiste, en effet, la prétendue « réforme » ?

1- Supprimer les « régimes spéciaux »

Sous prétexte d'égalité, il s'agirait de supprimer les avantages acquis de haute lutte par les salariés pour compenser la pénibilité de leur travail. L'entreprise de diabolisation des corporations concernées s'appuie sur la caricature. Par exemple, un cheminot devrait voir sa pension rabotée, au prétexte qu'il ne souffre plus physiquement. Le fait que, dans le temps d'activité, il soit corvéable à merci et que sa vie de famille en soit lourdement impactée, les nantis s'en moquent royalement ! Une deuxième escroquerie se cache derrière le « régime unique » projeté : Le régime de certaines professions est équilibré et dispose de réserves financières importantes (Par exemple celui des avocats). Non seulement le gouvernement veut faire main basse sur ce pactole mais, surtout, il veut pousser les personnes concernées à se tourner vers le secteur privé de la banque-assurance.

Pour démasquer l'arnaque, il suffit de poser une simple question : le régime spécial qui garantit aux grands patrons du CAC 40 des retraites chapeau et des indemnités mirobolantes sera-t-il fondu dans le « régime unique » ? La réponse est bien sûr que non ! Savez-vous, par exemple que PSA a mis 21 millions d'euros de côté pour le départ du PDG, Philippe Varin !

2- Mettre en place un régime unique par « points »

Avant l'offensive libérale, le montant de la pension était calculé sur les dix meilleures années de carrière. La première attaque a consisté à faire le calcul sur 25 ans (donc à inclure les bas salaires du début de carrière pour baisser le montant de la pension). Avec le régime par points, les pensions seraient calculées en fonction des sommes cotisées sur l'intégralité de la carrière.

Les cotisations seront calculées à partir d'un taux unique de 28,12 % qui sera appliqué sur les salaires à partir de janvier 2025. Sur ces 28,12 %, seuls 25,31 % donneront droit à des points. Les 2,81 % restants participeront au financement du système. Arnaque !

Au démarrage de la réforme 10 euros cotisés permettraient d'acquérir 1 point. 1 point acquis serait converti en 0,55 € de retraite. Arnaque encore ! Le plan du gouvernement prévoit que « *Le rendement définitif ne pourra être acté qu'en 2024 en fonction des hypothèses économiques qui prévaudront alors* ». Autrement dit, on ne peut absolument pas présumer du montant de pension qu'on percevra. Tout dépendra du climat économique, des aléas de la démographie ou des objectifs budgétaires fixés par le gouvernement !

3- Fixer un « âge pivot » de 64 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein

Arnaque ! Ce que le gouvernement présente comme étant une liberté de choix donnée, n'a pour but que de repousser l'âge du départ à la retraite, sachant que beaucoup partiront avant et subiront un malus. Voilà ce qui est prévu : « *Ceux qui le souhaiteront pourront toujours partir à 62 ans, mais avec moins de points accumulés. S'y ajoutera une décote de 5 % par année en dessous de l'âge pivot ! A l'inverse, une majoration de 5 % sera accordée pour chaque année au-delà de l'âge pivot.* » On sait que la tendance est au licenciement de masse et qu'il est impossible d'être réembauché au-dessus de la cinquantaine. Rappelons que 6 salariés sur 10 sont hors emplois à l'âge de la retraite et, qu'en moyenne, les seniors sont écartés de l'emploi à 58,5 ans.

On sait aussi que l'espérance de vie en bonne santé en France est inférieure à 64 ans en moyenne.

Parlons alors du véritable problème et de la véritable solution

Expliquer toutes les mesures scélérates des gouvernements libéraux par des histoires de nombre d'actifs par rapport aux nombres de retraités relève de l'escroquerie intellectuelle. Depuis 1960, la productivité a été multipliée par 5, ce qui signifie qu'un actif de 2010 produisait déjà 5 fois plus de richesses qu'un actif de 1960 et les experts estiment qu'à l'horizon 2030, la productivité aura encore doublé.

Cela signifie simplement que le seul véritable problème est le pillage par les vampires capitalistes des richesses créées par les travailleurs et que la seule solution est d'imposer qu'une part plus importante de celles-ci soit affectée au financement des retraites. Le chantage à la « responsabilité » qui est servi par le gouvernement quant à la nécessité de résorber le « déficit des caisses » ou du « budget de la nation » est totalement indécent. Ces gens font des cadeaux fiscaux aux plus riches, gaspillent des milliards dans l'armement et les interventions militaires, ne mènent aucune action sérieuse contre la fuite des fortunes dans les paradis fiscaux et ils ont le toupet de donner des justifications morales au racket des couches populaires.

La preuve est faite, une fois de plus, que c'est le système capitaliste qui doit être éradiqué !

Pour le CNCP :
Jean ABAUL,
Alain LIMERY,
Robert SAE.
(24.09.2019)

XVI^{ème} A.G. DES COMITES POPULAIRES
DIMANCHE 10 NOVEMBRE 2019 – TROIS-ILETS

Ouverture de la séance par le Président Jean ABAUL

Un grand salut à tous nos invités, camarades, amis et ainsi qu'à la presse.

Aujourd'hui nous allons vous restituer la synthèse des travaux réalisés au sein des Comités Populaires au cours de deux séminaires qui ont eu lieu les 14 septembre et 12 octobre 2019.

Pour l'essentiel, nos militants ont réaffirmé que l'objectif de l'organisation était plus que jamais de "contribuer à l'unité entre tous ceux et de toutes celles qui en Martinique comme dans le monde, travaillent à la construction d'une société plus équitable plus solidaire, respectueuse de l'environnement, du vivant et de l'intérêt des générations futures." Pour quelles raisons ? Parce que nous savons qu'il y a, aujourd'hui, de réels dangers qui pèsent sur la planète et que l'humanité risque d'en subir les graves conséquences. Nous parlons, en particulier, du changement climatique, des risques de guerre mondiale, du terrorisme et du fascisme, des cyber-agressions, de l'implosion en cours du système monétaire mondial, sans oublier la débâcle sociale. Ces problèmes sont tous liés à l'hégémonie du système économique libéral. Cette réalité exige de nous que nous soyons suffisamment lucides afin de porter des réponses sur des bases claires aux questions essentielles et que nous nous mettions en ordre de bataille pour réagir à toutes éventualités. Au CNCP nous souhaitons que les forces anticolonialistes parviennent à créer un vrai pôle politique afin de mener la guerre contre ce système. Pour gagner cette guerre, nous devons avoir des troupes en ordre de marche et un état-major bien organisé.

Dans nos débats à la base avec les militants des Comités Populaires, nous avons essayé d'enrichir la démarche qui doit nous mener vers la décolonisation et l'émancipation. Nous avons insisté sur la nécessité de consolider l'unité de notre peuple, ce qui se traduit par le thème retenu pour la rencontre d'aujourd'hui « Avançons ensemble pour vivre mieux ».

Notre combat doit s'inscrire dans une vision et une stratégie globale ; il nécessite de rassembler nos forces et de mieux nous organiser. Nous ne devons rester prisonniers d'aucun cadre idéologique ou institutionnel contrôlé par le colonialisme français et penser notre démarche d'après notre propre agenda. Nous devons refuser l'engrenage des échéances électorales et des logiques médiatiques, dans lequel des politiciens aliénés veulent nous enfermer.

Afin de mener à bien nos tâches, nous avons gardé la même structure organisationnelle et reconduit le bureau en place.

Dans la réunion d'aujourd'hui, notre Porte – parole, Alain LIMERY présentera le bilan de nos activités et Robert SAE exposera l'analyse que fait notre organisation de la situation nationale et internationale ainsi que les orientations que nous avons définies.

Mais en premier lieu, nous rendons hommage à deux de nos camarades qui nous ont quittés cette année: le Camarade Pierre LOUISE dit *TI PYE* et le Camarade Yvon Anicet ROISIER dit *MARTIN*.

PRESENTATION DU RAPPORT D'ACTIVITES

par le porte - parole Alain LIMERY

Dès l'origine, nous avons articulé notre travail autour de quatre axes qui sont : Unir le Peuple, Organiser et soutenir les luttes populaires, Commencer à résoudre nos problèmes, Préparer la souveraineté.

Vous savez que, depuis sa création, notre organisation a toujours mis en avant la formation et l'éducation. Elle a poursuivi son travail à travers notre journal en ligne « *Jik An Bout* » qui paraît deux fois par mois - soit 48 numéros sans discontinuer depuis notre dernière AG - mais aussi en maintenant la parution d'une brochure que nous diffusons chaque premier Mai. Pour renforcer le travail, en 2017, nous avons créé une web TV. Il s'agit de « *JIK ANBOUT TV* ». Nous relayons également l'information et la communication sur notre travail par la tenue de notre stand chaque premier mai.

Dans le cadre du travail de formation, nous avons initié des Séminaires « *SAVOIR POUR AGIR* » en partenariat avec d'autres organisations politiques avec lesquelles nous collaborons et des intervenants extérieurs. Les thèmes abordés furent :

« Quelles formes de luttes pour la transformation sociale ? », « Lutter pour qui ? Lutter pour quoi ? Lutter comment ? », « Les NTIC : support à l'émancipation ou au conditionnement de l'opinion ? »

Nous avons aussi réalisé plusieurs réunions d'échanges et de formation avec nos délégués. Enfin comme vous le savez nos militants animent une émission sur radio fréquence atlantique comportant un volet sur la synthèse de l'actualité nationale et internationale, et un volet interactif d'échanges avec les auditeurs.

Concernant l'organisation et le soutien des luttes populaires, depuis notre dernière assemblée générale, les militants des Comités Populaires se sont mobilisés sur de nombreux fronts. Nous avons été présents sur les terrains de lutte au côté du MODEMAS du PKLS, du MPREOM, ou encore de nombreuses autres associations en diverses occasions. Nous pouvons citer :

- la mobilisation populaire pour la libération des accès du littoral,
- les manifestations pour la libération du jeune porteur du drapeau RVN arrêté au lorrain, lors du *konvwa* pour les réparations, autour des événements de septembre 1870, contre l'empoisonnement au chlordécone, pour la disparition du symbole esclavagiste, colonialistes - le drapeau aux quatre serpents- et pour populariser le drapeau Rouge Vert Noir.
- Pour contribuer à développer les initiatives alternatives, nos militants ont collaboré avec de nombreuses autres associations culturelles, sportives et économiques dans divers domaines dans tout le pays. Ils ont, par exemple, porté leur soutien au réseau VIV (Village des Initiatives Volontaires).

Dans la perspective de renforcer l'union de notre peuple, le CNCP a régulièrement organisé sa sortie du mois de juillet : sortie éducative, récréative et conviviale qui a permis, en 2018, de découvrir les chutes d'eau « *anba sô* » à fond lahaye et, en 2019, la plantation mixte de cacao et de café de monsieur LOURY à Rivière Salée.

Sur le plan politique, le CNCP a consolidé ses relations avec les organisations anticolonialistes. On peut citer en exemple la mobilisation avec les organisations patriotiques autour du drapeau RVN et le meeting sur le thème du droit à l'autodétermination au Lamentin.

Le CNCP, conformément à sa ligne politique a accordé une place importante à ses relations internationales et à la solidarité avec les autres peuples.

Sur le plan international, le CNCP était présent à Saint Domingue et en Equateur pour prendre part au Séminaire sur les « problèmes de la Révolution en Amérique latine » organisés par la Conférence internationale des partis et organisations marxistes-léninistes (CIPOLM). Nous avons aussi participé à la 8^{ème} assemblée de l'assemblée des peuples de la caraïbe (APC) dont nous sommes coorganisateur. L'événement s'est déroulé cette année à Trinidad and Tobago et avait pour thème, « *Vers un agenda populaire pour la souveraineté de la région et le bien être des peuples* ».

Nos camarades de la section CNCP en France, quant à eux, ont participé à la rencontre des organisations indépendantistes des dernières colonies françaises qui s'est tenue à Paris.

Sur le terrain en Martinique, le CNCP a apporté son soutien au peuple Vénézuélien, a soutenu les initiatives de l'AOP concernant l'emprisonnement des militants politiques Algériens. Nous avons également organisé un meeting sur la situation internationale à Fort de France à l'hôtel impératrice.

Sur le plan syndical, nous avons participé à la journée internationale des retraités. Le même jour, à l'appel de l'union internationale des syndicats de retraités (UISR), en même temps que des délégations dans une centaine de pays, nous avons déposé une motion de revendication à la préfecture à l'attention du gouvernement Français

En conclusion : Le compte-rendu d'activité que nous avons présenté montre bien que notre organisation n'a pas chômé. Même si nous avons encore de nombreuses difficultés à surmonter, nous pensons avoir atteint les objectifs que nous nous étions fixés dans un contexte particulièrement difficile. Notre organisation a définitivement surmonté les tentatives de torpillage menées par les transfuges qui voulaient en dévoyer la ligne fondamentale. Les expériences que nous avons pu mener ont renforcé notre conviction que la construction de structures populaires de base est une condition indispensable à la préparation de l'indépendance et à la construction de la société nouvelle à laquelle nous aspirons. Nous avons encore de nombreux efforts à faire pour améliorer le travail de notre organisation et mieux remplir notre mission. Notre objectif reste de consolider nos Comités Populaires, notamment en tant que lieu de formation théorique et politique et en tant qu'espace d'expérimentation.

AVANCER ENSEMBLE POUR VIVRE MIEUX !

Intervention du Responsable aux affaires extérieures Robert SAE

Chers compatriotes, quelles que soient nos convictions politiques ou religieuses, qu'on soit de droite ou de gauche, indépendantistes ou pas, qu'on se croit socialement « intégré » ou qu'on ne le soit pas : nous sommes tous à bord d'un même bateau qui se dirige vers des récifs.

Nous survivrons ensemble ou nous coulerons ensemble !

N'êtes vous pas hanté par la crainte qu'un des vôtres soit la prochaine cible de ces violences quotidiennes qui déchirent notre société ?

N'êtes vous pas minés par l'inquiétude que le fruit du travail de toute votre vie soit saisi à cause des difficultés provoquées par la politique prédatrice de ceux qui nous gouvernent ?

N'y a-t-il pas une ou plusieurs victimes de toxicomanie, de dépression, de cancer du sein ou de la prostate parmi vos proches ?

Nos aînés à tous ne sont-ils pas en souffrance après une vie de sacrifice et le sort de nos 18.000 aidants familiaux est-il enviable ?

Nos fils et filles sont-ils assurés de trouver l'emploi correspondant à leurs compétences ?

C'est vrai ! Il y en a quelques uns qui percent grâce à de gros sacrifices - parfois aussi grâce au filon - mais, combien sont ceux qui restent au bord de la route ?

Permettez-moi de le répéter :

Nous survivrons ensemble ou nous coulerons ensemble !

Si, pour la XVI^{ème} Assemblée Générale des Comités Populaires, le CNCP a retenu le thème générique « **Avancer ensemble pour vivre mieux !** », c'est parce que nous sommes convaincus qu'il sera absolument impossible de résoudre aucun de nos problèmes « *si nou pa kolètètkolézépol !* » En vous invitant, nous avons souhaité vous soumettre et, plus largement, communiquer à l'ensemble du Peuple Martiniquais, les analyses et les propositions que nous faisons afin de répondre à l'urgence de la situation.

Les questions, qui s'imposent à nous tous, sont les suivantes :

Comment redresser la barre ? Comment regagner des rivages plus accueillants ?

Nous ne saurions répondre à ces interrogations sans garder en permanence un regard extrêmement lucide sur la réalité.

La réalité, c'est un monde dans lequel le droit international a volé en éclat sous les coups de boutoir des USA, avec leurs lois extraterritoriales, leurs « sanctions » illégales, le vol des avoirs de pays souverains, les agressions militaires bafouant la charte de l'ONU. Les provocations d'un Donald TRUMP déchirant les traités internationaux ne sont qu'une formalisation du gangstérisme déjà développé à l'échelle planétaire par les multinationales.

La réalité, c'est l'anarchie qui sape toutes les bases de l'économie mondiale : parce que la déconnexion s'est confirmée entre l'économie réelle et les capitaux spéculatifs ; parce que la recherche de l'optimisation fiscale et la course au taux maximal de rentabilité priment sur toute autre considération pour les investisseurs, les actionnaires des entreprises et les grandes sociétés ; parce que la corruption et la fuite des fortunes vers les paradis fiscaux, organisées sous l'égide des plus grandes banques, sont devenues la loi. Tous les experts fiables s'accordent pour dire que cette situation conduira, à plus ou moins court terme, à une crise financière majeure !

La réalité, c'est le renforcement de la sauvagerie ultralibérale :

Vous tous, ici, connaissez les conséquences catastrophiques du sabotage des services publics de santé et d'éducation ainsi que des systèmes de protection sociale ! Les attaques du régime Macron contre les retraités et les chômeurs sont, à cet égard, particulièrement scélérates et significatives. Vous tous, vivez les impacts du désengagement de l'Etat dans le financement des collectivités locales. Vous tous, êtes avertis quant à la responsabilité du système capitaliste, avec le consumérisme débridé qu'il alimente, dans les épidémies de maladies cardiovasculaires, de diabète et autres, sa responsabilité dans les scandales sanitaires dus à la rapacité et à l'immoralité de grands laboratoires pharmaceutiques, dont les crimes sont rendus possibles par le laisser-faire intéressé des gouvernements !

La réalité, c'est la multiplication des catastrophes liées au changement climatique.

Et si quelques uns feignent de l'ignorer, des millions de jeunes se mobilisent sans arrêt de par le monde pour dénoncer la responsabilité du système et de ses gouvernements dans la pollution qui détruit la planète et hypothèque notre futur.

La réalité, c'est le délitement généralisé de la société et c'est la régression de l'humain.

Personne n'ignore le mal-être, la détresse et la débauche des violences de toutes natures qui gâchent la vie des individus et déchirent le tissu social. Cela, pas seulement dans notre pays mais, plus généralement, à l'échelle de la planète. Un chiffre suffira à nous faire prendre conscience de l'ampleur du drame : 800.000 personnes se suicident chaque année dans le monde ! Une toutes les 40 secondes ! En Martinique, on déplore 2 à 3 tentatives de suicide par jour !

La réalité, c'est la régression de la démocratie de façade et la montée en puissance du fascisme.

C'est Françoise Giroud, ancienne secrétaire d'état à la culture dans les années 70, qui alertait l'opinion par les mots suivants que je cite, « *Ainsi commence le fascisme. Il ne dit jamais son nom, il rampe, il flotte, quand il montre le bout de son nez, on dit : c'est lui ? Vous croyez ? Il ne faut rien exagérer ! Et puis, un jour on le prend dans la gueule et il est trop tard pour l'expulser !* » Eh bien ! Nous sommes en plein dedans.

Dans la prétendue patrie des droits de l'homme, les lois liberticides se multiplient et la répression des mouvements populaires s'intensifie. Contre les « Gilets Jaunes », par exemple, les violences policières ont causé 2 000 blessés dont 24 éborgnés et 5 mutilés, 2

morts collatéraux ; elles se sont accompagnées de 6 000 interpellations. En février déjà, le premier ministre français se vantait que, je le cite, « *Depuis le début de ces événements, 1 796 condamnations ont été prononcées par la justice, et 1 422 personnes sont encore en attente de jugement* ».

Constatons, surtout, que c'est à l'échelle du monde que le fascisme étend dangereusement ses tentacules : avec la propagation massive de ses théories racistes, sexistes et xénophobes, avec la percée électorale des mouvements d'extrême droite, avec l'arrivée au pouvoir d'autocrates, généralement milliardaires, qui bafouent ouvertement les droits humains et les libertés collectives.

A cet égard, nous devons prendre en compte avec la plus grande attention, que la consolidation du fascisme s'appuie sur une entreprise de désinformation, intense et ininterrompue, menée par les empires médiatiques contrôlés par les multinationales. Comme il avait raison, Malcom X, en disant que « *La presse a un pouvoir de l'image si puissant qu'elle peut faire passer un criminel pour une victime et montrer la victime comme une criminel* », ou encore que « *Si l'on n'est pas vigilant, les journaux font haïr les opprimés et aimer les oppresseurs.* »

La réalité, enfin, c'est la probabilité de plus en plus grande d'un conflit militaire majeur.

Partout les forces armées se positionnent déjà et les adversaires ont dépassé le stade des escarmouches.

Eh bien, chers (es) compatriotes, sur aucun de ces plans évoqués, la Martinique n'est préparée à résister.

Soumis à la tutelle de la France et de l'union Européenne, victime de la concurrence déloyale de leurs grandes entreprises, paralysé par des normes inadéquates, administré à tous les plus hauts niveaux par des fonctionnaires français défendant des intérêts qui nous sont étrangers, privé de tout pouvoir politique et législatif notable, notre pays plonge dans les tourments !

Notre économie est totalement extravertie ! Les chiffres révélant notre dépendance sont connus : 80 % en ce qui concerne notre alimentation, pour ne donner qu'un exemple ! Notre environnement et notre population ont sciemment été empoisonnés par la caste des profiteurs békés avec la complicité des autorités françaises. La destruction de nos coopératives agricoles, orchestrée par les colonialistes et leurs alliés politiques locaux, se poursuit. Le « génocide par substitution » dénoncé par Aimé Césaire est plus que jamais d'actualité.

En clair, la tutelle coloniale continue à nous étouffer et les logiques ultralibérales portées par le système capitaliste et impérialiste sont des obstacles à toute solution valable à nos problèmes.

Après tant de temps de régression et de désillusions, comment pouvons-nous encore accepter que les profiteurs du système continuent à nous chanter « *la chance d'appartenir à un grand ensemble* » ou que, pour nous « développer », il s'agirait de « *mieux consommer les*

fonds européens » mis à notre disposition par une Commission de Bruxelles aux intentions soi-disant philanthropiques !

Au diable les espoirs « malpapay » !

Notre horizon ne doit absolument pas être le fameux « *rattrapage* » auquel on nous invite. Quoi ? Nous devrions courir après le soi-disant développement européen ! *Nou pa ka wè an ki léta sosyété yo ka twouvé ko-y !*

Notre priorité ne peut être de copier le modèle des capitales occidentales dont le coût des infrastructures tape-à-l'œil est la destruction de la planète et le mal-vivre des populations. Aux routes à deux fois trois voies et au toboggan de Fonds Lahaye, nous devrions préférer la relance de l'agriculture paysanne et la multiplication des dispensaires !

Notre ambition ne doit pas être de « *faire notre place* » dans la jungle économique capitaliste. A aucun moment nous ne devons nous laisser leurrer par les chimères de l'auto-entreprenariat et les mensonges de la compétitivité. Car, s'il y en a quelques un qui percent - *bravo pou yo !* - la grande majorité est laminée dans cette jungle là, où règnent de cruels et cyniques prédateurs.

Notre réponse politique ne doit pas se limiter au jeu de l'alternance entre équipes qui se disputent le contrôle des collectivités locales. Car, faute de disposer du pouvoir politique et législatif, même en étant animé des plus nobles intentions, même en se vantant de la meilleure gestion du monde, on continuera à tourner dans le bocal et on n'ouvrira jamais la voie à une quelconque émancipation. C'est à l'élaboration d'un projet endogène et autocentré, s'inscrivant dans une perspective de souveraineté, d'intégration caribéenne et de solidarité internationaliste que nous devons nous atteler.

Chers (es) compatriotes,

Pour sortir de l'ornière, nous devons résolument abandonner toute illusion électoraliste et, plus fondamentalement, tout mimétisme dans les méthodes de pensée, de projection et d'action. Pour parvenir à bon port, il est absolument indispensable que nous pensions nous-mêmes les projets alternatifs qui nous permettront de résoudre nos problèmes et il est tout aussi indispensable que nous avancions ensemble pour les mettre en œuvre !

Beaucoup, face à l'hyper puissance apparente de ceux qui détiennent le pouvoir, sont sceptiques quant à notre capacité de « *maté kat la* ».

Malheureusement pour nous, après des siècles de désinformation et de propagande infantilisatrice, nos ennemis sont parvenus à « *maré lèspri an patché moun* » ! Notre société est gangrenée par une pratique lancinante de l'autodénigrement, par des divisions stériles qui la neutralisent, par la tragique violence circulaire décrite par notre grand Frantz FANON et, beaucoup, au sein de notre peuple Martiniquais, sont effrayés quand nous sommes appelés à prendre en main notre destinée ! Notre peuple qui, grâce à son génie, à son courage, à la qualité de ses fils et de ses filles, n'a cessé de prouver, tout au long de son histoire, sa capacité à surmonter les plus lourdes épreuves, devrait avoir peur de la souveraineté !

En vérité, sé zyié ki kapwon, et comme aime à le dire notre camarade Jean : « Bagay la an lan men nou, nou pa ka wè sa ! »

Oui, chers (es) compatriotes, nous méconnaissons notre puissance !

Dans son rapport de 2018, l'IEDOM indique que la consommation des ménages en Martinique est estimée à 5,4 milliards d'euros. Eh bien ! Quand nous montrerons suffisamment notre capacité à retourner à des modes plus responsables de production et de consommation, quand nous lancerons de conséquentes campagnes de boycott contre les profiteurs, alors, les grandes surfaces, les vendeurs d'automobiles et de pièces détachées, les banques, les agences de téléphonie perdront de leur arrogance !

Orala nou mété divizyon dèyè do nou, oralà nou mété kô nou dakô pou goumen an-sanm, sé an bildozè ki ké démaré !

Nous ne nous faisons pas d'illusion pour autant ! Nous aurons encore beaucoup à souffrir de l'inconséquence de certains compatriotes qui privilégient leurs intérêts égoïstes ou qui restent prisonniers de leurs illusions.

Nous parlons en particulier de tous ceux et de toutes celles qui se complaisent dans les divisions intestines, dans de stériles batailles de vocabulaire, dans la diabolisation de tout adversaire qui pourrait nuire à leur obsession d'occuper des strapontins du pouvoir.

Mais ceci dit, nous restons profondément convaincus que l'écrasante majorité des Martiniquaises et des Martiniquais, au-delà des étiquettes et des niveaux d'engagement, partagent le même amour de notre pays, les mêmes convictions que son environnement doit être protégé, que l'autosuffisance alimentaire est une nécessité impérieuse, que rien ne sera possible sans la participation active de la population aux processus de décision, sans la domiciliation de pouvoirs sur place et, surtout, sans que nous soyons unis et solidaires.

Le vœu que nous formulons à l'occasion de cette XVI^{ème} Assemblée Générale des Comités Populaires, c'est que, nous tous qui souhaitons sincèrement l'émancipation de notre peuple, nous franchissions un grand pas dans le rassemblement de nos forces et dans la synergie de toutes les résistances. Si nous sommes sérieusement conscients de la puissance et de la férocité de l'ennemi, de la gravité de la situation et de l'urgence qu'il y a à redresser la barre, nous admettrons que c'est ainsi et seulement ainsi qu'il sera possible d'inverser le rapport des forces en notre faveur.

Ici, nous voulons insister sur l'importance de lutter contre toute forme d'ostracisme.

Nous voulons, par exemple, attirer l'attention sur la grave erreur qui consiste à stigmatiser globalement la jeunesse. Facilement désignée comme principale responsable de la violence qui grandit dans la société, accusée d'insouciance, elle sert souvent de bouc émissaire à ceux qui se refusent à poser la question du « pourquoi ». Arrêtons de nous voiler la face ! Les questions de perte de repères ou de non-respect des lois et des valeurs ne concernent pas plus les jeunes que les adultes ! De toute façon, le rôle joué ces derniers mois par nos jeunes dans la libération du littoral, dans la défense de notre drapeau Rouge-vert-Noir et dans la dénonciation du pavillon des bateaux négriers a superbement démenti les propos pessimistes que certains se plaisent à tenir à leur encontre. Une chose

est sûre, en tout cas, si la jeunesse de notre pays ne s'engage pas dans le combat collectif pour l'émancipation, celui-ci n'aboutira pas.

Une deuxième forme d'ostracisme sur laquelle nous voulons attirer l'attention, c'est celle qui concerne les élus en tant que tels. Les qualifier de « *tous pourri* » ou indistinctement de « *Lulu badjol* », cela obscurcit le débat sur les lignes et les projets politiques. Pour notre part, nous croyons qu'il y a des compatriotes qui s'engagent sur le terrain électoral, de bonne foi, pour tenter de « *sauver les meubles* ». En outre, nous ne saurions mésestimer le travail accompli par ces nombreux conseillers municipaux qui, bénévolement, avec le soutien de personnels administratifs, de partenaires d'associations sportives et culturelles, sacrifient leur vie de famille dans l'espoir d'améliorer le quotidien de leurs concitoyens. Cela doit être respecté.

Nous nous sommes arrêtés sur ces deux exemples parce qu'ils sont particulièrement significatifs des questions que nous avons à approfondir pour avancer dans la construction de notre unité nationale, mais notre préoccupation va au-delà : il s'agit de combattre le saucissonnage, les méfiances et les contradictions qui ont cours dans le mouvement populaire en général.

Qu'elles soient syndicales, écologistes, féministes, citoyennes, Rastafaris, Panafricanistes, (etc.), toutes les organisations, riches de leurs spécificités, sont indispensables au renversement du rapport des forces entre les colonialistes et nous. Personne ne doit être mis sur la touche ! C'est à cette condition que le rouleau compresseur pourra se mettre en marche. Le CNCP, pour sa part, est prêt à joindre ses efforts à ceux de tous nos compatriotes qui s'engagent sincèrement dans notre combat pour la décolonisation et l'émancipation et, cela, quelque soit leur étiquette. Désormais, c'est ensemble que nous devons penser le projet alternatif qui nous permettra de prétendre à l'épanouissement individuel et à l'émancipation collective.

Nous avons foi en la prévalence de la pensée collective sur les prêches de leaders auto-proclamés. C'est d'ailleurs sur cette base que nous avons créé les Comités Populaires et le CNCP, le 28 août 1983. Notre intention était déjà de proposer à la population des espaces d'échanges, de décision et voués au développement de pratiques alternatives. Toutes les expériences que nous avons menées depuis, ont été d'une extrême richesse et nous ont largement prouvé que la construction de structures populaires de base est une condition indispensable à la préparation de l'indépendance et à la construction de la société nouvelle.

Toutes ces dernières années, les aléas de la vie politique, entre autres les tentatives de torpillage interne que nous avons dû surmonter, nous ont conduits à faire évoluer nos méthodes d'intervention. Les militants de nos Comités Populaires se sont davantage tournés vers la co-animation d'associations extérieures. Par exemple, ils sont impliqués dans des réseaux économiques alternatifs, des associations culturelles et autres, mais nous avons bien l'intention de consolider nos Comités Populaires, notamment en tant que lieu de formation théorique et politique et en tant qu'espace d'expérimentation. Toutefois, nous croyons que ce qui reste fondamental, c'est le développement dans la population d'une dynamique plus large à l'initiative des multiples associations qui quadrillent le pays, des

militants politiques conséquents et des élus convaincus de la nécessité de changer de paradigmes. Car, seule l'implication de l'ensemble de notre peuple pourra garantir la solidité et la viabilité du projet alternatif. Aussi, préconisons-nous que tous ceux qui partagent cette vision contribuent à l'organisation sur tout le territoire, d'espaces au sein desquels pourront être envisagés, entre autres :

- la construction des circuits courts voués notamment au développement de l'autosuffisance alimentaire ;
- le développement de pratiques culturelles et éducatives alternatives,
- la prévention contre les risques majeurs.

C'est à ce niveau que l'échange d'expérience entre animateurs des nombreuses initiatives alternatives qui se développent dans notre pays serait le plus fructueux. Ce serait le lieu privilégié pour l'élaboration d'un projet alternatif consensuel et pour la préparation de mobilisations nationales puissantes.

Voilà, chers compatriotes, le grand *koudmen* auquel nous convions chacun et chacune d'entre vous.

Nous vous remercions pour votre attention et nous conclurons notre intervention par ce slogan que nous scandons à chacune de nos assemblées depuis la création des Comités Populaires :

Tout pèp la sanblé nou ké fè an péy nèf !



CRAPULERIE ELECTORALISTE ET VIOLENCE CIRCULAIRE

Ca se dit indépendantiste, ça se dit « patriote », ça se dit « défenseur du peuple Martiniquais » et jamais ils ne font un écrit ou une déclaration verbale pour dénoncer les conséquences de la politique colonialiste et la scélératesse des politiques ultralibérales de l'Union Européenne dans notre pays !

Si les petits commerçants, les petits entrepreneurs, la petite paysannerie sont ruinés et voués à la disparition, ce n'est pas pour eux à cause de la politique scélérate des banques et des assurances, ce n'est pas à cause des normes inadéquates imposées qui les écrasent. Pour eux, c'est parce qu'ils sont incapables de mener valablement leur affaire !

Si la majorité de la population est endettée, ce n'est pas à cause du caractère abusif des prix imposés par les monopoles coloniaux et de l'injustice fiscale. Pour eux, c'est parce que les élus qu'ils veulent « déchouker » ne font pas leur travail, ne créent pas des emplois et ne savent pas « booster l'économie ».

Si les collectivités martiniquaises sont dans la tourmente financière, ce n'est pas à cause du désengagement criminel de l'Etat colonial et ultralibéral, ni des compétences attribuées sans financement. Pour eux, c'est à cause de la « gestion calamiteuse » de ces élus, dont il faut absolument leur donner la place ! D'ailleurs le Colon leur donne régulièrement des satisfécits de bonne gestion.

Pour occuper de minables strapontins du pouvoir, il faut à tout prix écraser ses semblables, s'adonner à tous les acoquinements possibles avec l'Europe et ses commissaires, avec l'AFD, la macronie et ses préfets !

Outre que ces comportements relèvent de la crapulerie électorale, ils sont surtout une manifestation de la violence circulaire que dépeignait Frantz FANON : On cherche à détruire ses compatriotes colonisés pour avoir le sentiment d'exister. Le plus tragique est que ces « élites » attisent dans la population cette violence, ce déchirement, ces divisions qui entravent tellement la lutte pour la décolonisation. Car, leurs fanatiques, ceux qui ont déjà reçu des miettes ou qui espèrent encore des retombées, mais aussi les inconscients qui se laissent manipuler, amplifient les ravages de leur lamentable politique de trahison en répercutant leurs messages indécents.

L'histoire les jugera !

Yvon Serenus.

C'EST DE L'ANNONCE D'UNE CONTRE-OFFENSIVE QU'IL S'AGIT AUJOURD'HUI!

Nous vous proposons ici le texte de l'intervention d'Alain LIMERY, porte-parole du CNCP, présentée le jeudi 9 janvier 2020 à la Maison des syndicats lors du meeting de soutien au sept militants anti-chlordécone.



(Photo J-G. Cauver)

« Le 12 janvier, veille du procès des sept militant anti-Chlordécone, cela fera 86 ans, jour pour jour, qu'on retrouvait le corps d'André Alier à Fonds - Bourlet. Accusé d'avoir commandité l'assassinat de ce journaliste communiste Martiniquais, parce que celui-ci avait eu le courage de dénoncer ses fraudes, détournement de fonds et autres pratiques de corruption, Eugène AUBERY, le béké, « maître du rhum », a été « blanchi » par la « justice » française.

Nous affirmons que le procès intenté aux sept militants anti-chlordécone est une nouvelle illustration du fait que les forces de répression et l'appareil judiciaire de l'Etat Français, sont des instruments au service de la domination colonialiste et de la caste des exploiters békés.

Dans notre pays, les victimes des forces de répression françaises se comptent par dizaines :

- Septembre 1870 : des centaines d'insurgés sont tombés sous leurs balles.*
- François, Février 1900 : 17 grévistes abattus sans sommation, des dizaines de blessés ;*
- Bassignac, 1923 : 2 morts et 3 blessés*
- Ducos, 1925 : les dirigeants socialistes Zizine et Deshetage assassinés ;*
- Basse-Pointe, Octobre 1948 : étranglement d'un gréviste dans la gendarmerie de Basse-Pointe*
- Chassin, Mars 1951 : 2 blessés et 23 arrestations ;*
- Lamentin, mars 1961 : 3 morts, 25 blessés tirés comme du gibier dans les rues du bourg ;*
- Fort-de-France, mai 71 : le jeune lycéen Gérard NOUVET abattu gratuitement par un garde-mobile français ;*

Chaque fois, il s'agissait de défendre l'ordre colonial ou de faire taire des ouvriers, qui réclamaient à la Caste de maigres augmentations de salaire.

A Chalvet, c'était encore pour soutenir les gros planteurs békés contre des ouvriers qui réclamaient le salaire minimum et l'interdiction de l'utilisation des produits toxiques dans les bananeraies, que la « mère patrie » a fait tuer Ilmany et Marie-louise et blesser gravement de nombreux autres travailleurs.

Quant à la « justice de la République Française », on peut rappeler que, c'est elle qui a mis le feu aux poudres en 1870 avec l'infâme condamnation de Lubin. C'est elle, aussi, qui a ordonné l'emprisonnement de 128 des révoltés et que soient fusillés 5 d'entre eux à Desclieux. (Pas loin de ce lieu où se tient notre meeting)

Cette « justice » coloniale compte à son tableau de chasse des dizaines de condamnations abusives de travailleurs. Ceux qu'elle appelle les « meneurs » sont lourdement sanctionnés après chaque grève qui ose troubler la tranquillité de la caste.

Dans notre pays, soumis à la domination coloniale, les droits les plus élémentaires des Martiniquais et des Martiniquaises n'ont cessé et ne cessent d'être violés.

Pour citer un exemple plus actuel, rappelons comment, malgré 20 ans de procédures, le jeune chef d'entreprise, Félix Jean François, ne parvient toujours pas à faire valoir ses droits, alors qu'il est établi qu'il a été abusivement spolié au bénéfice d'un membre de la Caste !

Est-il encore temps de croire que des élus seraient seuls capables de faire entendre raison aux maîtres du système ou que des « Coups de gueule » à la radio suffiraient à solutionner nos problèmes ?

Jodi-jou, yo sé lé kondané dé jenn manmay ki pa suiv pyiès mové chimen. Dé jenn manmay ki ka mobilizé pou défann koz tout pèp-nou. Yo lé fê yo pè ! Yo lé fê yo pé ! Yo lé fê nou pé !

An diznèfsan soisanntwa, yo té fèmen jenn matinitché LOJAM ki té ka défann lidé-yo. Pèp-la défilé anlari pou rélé « libérez les jeunes ». Jodi, nou an 2020 ! Nou ka mandé konmen tan nou ké défilé ankô ?

Jodi jou, kanmarad, fok nou goumen rèd pou maté kat-la !

Il faut un coup de tonnerre pour éclaircir le temps !

Alors, Monsieur le Procureur de la République Française, Monsieur le Préfet de la colonie française, Monsieur Emmanuel Macron, représentant en chef de l'impérialisme et de la barbarie ultralibérale, Messieurs de la Caste dominante, vous vous demanderez s'il s'agit là d'une déclaration de guerre. Eh bien non ! La guerre, il y a déjà longtemps que nous vous l'avons déclarée.

Aujourd'hui, c'est de l'annonce d'une contre-offensive qu'il s'agit !

Lendi 13 janvier, nou ké ANSANM ANSANM POU LÉTA KOLONIAL PA MENYEN JÉNES MATINIK. Pas un jour de prison ! Pas un euro d'amende ! Même avec sursis. Si yo konprann yo fê sa tout-bon : Listwa kay réponn-yo ! Car, pour nous, ce ne sera que le commencement d'une nouvelle bataille.

« Messieurs et Dames » kolonyalis, pwofitè, pwazonè, fok zot konprann tan zot bout : tribunal pèp-la ja kondané zot !

Vous êtes coupables d'avoir organisé la déportation des forces vives de notre pays après les émeutes de décembre 1959 au cours desquelles vous avez assassiné 3 jeunes Martiniquais !

Vous êtes coupable de saboter l'avenir de notre pays et de détruire notre société pour satisfaire vos intérêts mercantiles !

Vous êtes coupables d'avoir sciemment empoisonné notre environnement et notre population pour satisfaire votre méprisable cupidité !

Vous êtes coupables de réprimer des militants qui exigent justice et réparation.

Ce 13 janvier, c'est pour déclarer notre sentence que nous nous mobiliserons.

Vous devrez payer vos crimes et sachez que leur réparation n'est pas négociable ! Wi fok zot péyé krim zot é nou lé réparasyon san piès kondisyon !

PA SALI DLO-A !

Une fois de plus, le nom de notre organisation est frauduleusement utilisé pour couvrir des manœuvres politiciennes. A l'occasion des prochaines élections municipales, certains candidats annoncent mensongèrement un prétendu soutien par notre organisation, le CNCP.

Cela fait bientôt dix ans que quelques ex-militants ont tenté un coup d'état, visant à changer la direction et la ligne politique de notre organisation. Après leur échec, ils ont abandonné toutes les structures politiques du CNCP.

De nombreux journalistes peuvent témoigner que les usurpateurs ont toujours refusé catégoriquement de répondre à toute demande d'interview, soi-disant au prétexte qu'ils ne voulaient pas alimenter de polémique. La véritable raison de leur mutisme est ailleurs. Ces politiciens dénués de toute éthique savent :

- *qu'ils ne peuvent se prévaloir d'aucune réunion ou Assemblée Générale qui leur donnerait une once de légitimité.*
- *qu'ils s'appellent « Conseil National des...Comités Populaires », alors qu'ils sont dans l'impossibilité absolue de présenter un seul Comité Populaire ayant une quelconque activité sur le territoire national ou dans l'émigration. (Tous les Comités existants participent à la vie de notre organisation)*
- *que le « Mouvement Asé Pléré Annou Lité », dont ils brandissent l'étiquette n'a aucune réalité. Ce dernier était composé du CNCP, de l'organisation ALCPJ et de la centrale syndicale UGTM. D'une part, ALCPJ, n'existe plus et, d'autre part, les syndiqués (es) de la centrale UGTM, sauf, individuellement, quelques dirigeants, n'ont rien à voir avec la ligne de trahison d'E. Mondésir et de M.H. Léotin.*

*Quant au « contrôle de la radio et du journal Asé Pléré Annou Lité ! Evidemment, toute personne sérieuse sait qu'une radio et un journal ne constituent pas un mouvement. La radio fonctionne sous l'égide d'une association loi 1901 (ADECOPA : association pour le développement de la communication à la base). Son Conseil d'administration a été modifié irrégulièrement. Le journal « Asé Pléré Annou Lité », a été déclaré à titre personnel par son ancien directeur de publication, Robert SAE en 1981. Il serait possible à notre organisation d'en récupérer le titre*¹. C'est parce que nous sommes des indépendantistes conséquents que nous n'avons pas engagé de procédure devant les tribunaux du pouvoir colonial pour faire valoir nos droits sur ces outils de communication.*

Cependant, nous mettons M. Edmond Mondésir et Mme Marie-Hélène Léotin au défi d'écrire ou de déclarer, publiquement et explicitement, que les dirigeants de notre orga-

nisation, le CNCP, sont illégitimes. S'ils en avaient le toupet, cela nous permettrait de faire « kôd yanm maré yanm » en entamant une procédure pour diffamation devant les tribunaux du système qu'ils défendent.

En tout cas, nous n'accepterons plus que perdure cette escroquerie politique.

Dans un contexte où la lutte avec le pouvoir colonial devient frontale, nous ne saurions admettre plus longtemps que le passé et le présent de notre organisation soient ainsi dévoyés.

Plus que jamais, les Comités Populaires et le CNCP restent fidèles à leur ligne et à leurs objectifs de lutte pour la souveraineté. Ils s'opposent résolument à l'électoratisme, aux divisions politiciennes, aux dérives messianiques et aux moratoires, quelles que soient leurs formes. Sur toutes ces questions, il est vérifiable que les usurpateurs ont une position contraire.

Concernant les élections municipales, les seuls candidats pour lesquels le CNCP a annoncé son soutien à cette heure, sont les deux candidats du MODEMAS, Pierre Zaïre et Marcellin Nadeau.

*Nous appelons solennellement nos compatriotes à refuser de se faire complice des usurpateurs en « soutirant*² » quelque candidat que ce soit qui prétendrait faussement bénéficiaire de notre soutien, car c'est un indice clair de leur manque de morale politique. En particulier Francis CAROLE ! Ce dernier qui, lui aussi avait échoué dans une tentative de prendre le contrôle de notre organisation, avait annoncé la dissolution du CNCP, lors de la création du PALIMA. Comment aujourd'hui peut-il prétendre être soutenu par le CNCP ?*

*Une fois de plus, nous invitons tous les journalistes consciencieux à venir consulter les archives du CNCP et du « mouvement Asé Pléré Annoulté »*³, archives que nous tenons à leur disposition afin de les éclairer définitivement sur les faits. Serait-il déontologique de continuer à parler de « deux CNCP » sans faire cette démarche ?*

**¹ Les outils de communication autorisés et reflétant la ligne historique de notre mouvement sont désormais le journal en ligne « Jik An Bout » et la web TV www.jikanbouttv.com*

**² « Si pa ni soutirè pa ni vôle ! »*

**³ En particulier les comptes-rendus des Assemblées Générales statutaires des 25 Août 2013, 23 Août 2015, 27 Août 2017 et 11 Novembre 2019.*

*Pour le bureau élu :
Le Président, Jean ABAUL*

07 02 2020

INTERVENTION DE ROBERT SAE
AU MEETING D'INFORMATION ET DE SOLIDARITE
ORGANISE PAR LE « KOMITE 13 JANVIE »
PARIS LE 21 FEVRIER 2020

Bonsoir à tous et à toutes

La France, elle aussi, a connu des scandales sanitaires : poulet à la dioxine, viande frelatée de cheval, sang contaminé, amiante, etc. Consultez les archives et vous verrez les levées de bouclier qu'ils ont provoquées ! Généralement, la presse et l'opinion, se sont mobilisées aux côtés des victimes pour dénoncer le fait qu'on n'ait pas fait prévaloir le « principe de précaution » et pour exiger qu'on en recherche les responsables, s'indignant quand ceux-ci étaient déclarés « responsables mais pas coupables ! »

En territoire colonial, il en va tout autrement. IL y a 46 ans que les ouvriers agricoles exigeaient « la suppression totale des produits toxiques dans les bananeraies ». C'est à tir de balles réelles qu'on leur a répondu. Qui s'en était ému ? Aujourd'hui, la question de l'empoisonnement au chlordécone commence à sortir du silence, Mais, il est une dimension essentielle qui n'est toujours pas abordée et que nous voulons mettre en avant dans le cadre de ce meeting : **Un tel scandale n'a été possible que parce que les liens qui rattachent notre pays à la France, sont de nature coloniale.**

Je vous invite instamment à vous reporter à l'excellent article publié par notre jeune compatriote Cannelle Fourdrinier sur le site de Médiapart. Il s'intitule « Les ouvriers agricoles Martiniquais : premières victimes des inégalités néocoloniales ». On y apprendra la responsabilité indiscutable du gouvernement français dans la commission de ce crime sanitaire et le fait que ses décisions visaient surtout à maintenir notre pays dans son rôle de fournisseur de produits destinés à satisfaire les besoins de la métropole. Pour se faire, le sale boulot étant confié à son alliée privilégiée : la caste béké.

Lors de sa dernière tournée sous les cocotiers, Emmanuel Macron, par une attitude désinvolte et méprisante manifestée à l'égard de notre peuple, s'est attaché à rappeler que la « métropole » ordonne et que la colonie doit obéir. « *Le lien n'est pas encore établi entre cancer et chlordécone* », a-t-il prétendu ! « *Un de ces jours, on va vous donner un petit-peu de maladie professionnelle* », etc. D'autres scandales, beaucoup moins médiatisés, prouvent que l'empoisonnement aux pesticides n'est pas une simple bavure. J'ai parlé de l'amiante plus haut. En France, des dispositions drastiques ont été prises pour affronter la situation. Des directives « nationales » françaises exigent le désamiantage des bâtiments publics. Qu'en est-il en Martinique ? Quel dépistage a été mis en place en faveur de ces mêmes 15.000 ouvriers agricoles qui épandaient les poisons et qui, en grande majorité, vivaient dans des cases construites en fibrociment ?

De même, le traitement réservé aux familles des victimes de l'accident aérien du 16 août 2005, un crash qui s'est soldé par la mort de 152 de nos compatriotes, a été proprement

scandaleux. La réalité crue, c'est que notre pays est soumis à la domination coloniale de la France et que la vie des êtres humains n'a pas la même valeur en France que dans la colonie. Le colonialisme transpire une idéologie profondément raciste. **L'empoisonnement, les violences policières et les procès dont nous parlons aujourd'hui sont l'expression de la continuité des pratiques colonialistes ayant cours dans notre pays.**

Frères et sœurs de combat, combien des personnes présentes ce soir, ont entendu parler du premier attentat terroriste qui a concerné la France, le 3 décembre 1969, et qui a coûté la vie à 62 personnes dont des dirigeants communistes Martiniquais et Guadeloupéens. Combien ont entendu parler de l'assassinat du journaliste André Alier, perpétré il y a 86 ans sous ordre d'Eugène Aubéry, un maître de la caste béké ?

L'Etat Français, avec ses forces de répression et son appareil judiciaire, a toujours été et reste encore au service de la domination coloniale et de la caste des exploités békés. Leurs victimes se comptent par centaines. Je vous invite à regarder à l'écran un état non-exhaustif et qui ne concerne que la période post-esclavagiste.

- **Septembre 1870** : des centaines d'insurgés tombent sous leurs balles
- **François, février 1900** : 17 grévistes abattus sans sommation, des dizaines de blessés
- **Bassignac 1923** : 2 morts, 3 blessés
- **Ducos 1925** : assassinat des dirigeants socialistes Zizine et Deshetages
- **Basse-Pointe, Octobre 1948** : étranglement d'un gréviste à la gendarmerie de Basse-Pointe
- **Chassin, Mars 1951** : 2 blessés et 23 arrestations
- **Fort-de-France Décembre 1959** : 3 morts de nombreux blessés
- **Lamentin, Mars 1961** : 3 morts et 25 blessés tirés comme du gibier dans les rues du bourg.
- **Fort-de-France, mai 1971** : le jeune lycéen Gérard Nouvet abattu gratuitement par un garde-mobile français.
- **Chalvet, 14 février 1974** : 2 morts dont un sous la torture, de nombreux blessés par les tirs à balles réelles

Quant à la justice version coloniale de la « République française », on doit rappeler que c'est elle qui a mis le feu aux poudres en 1870 avec l'infâme condamnation de Lubin, qui a décrété l'emprisonnement de 128 des révoltés et ordonné l'exécution de 5 d'entre eux à Desclieux ! Cette soi-disant justice compte à son tableau de chasse des dizaines et des dizaines de condamnations abusives de travailleurs. Après chaque grève, les « meneurs » comme ils disent sont lourdement sanctionnés pour avoir osé troubler la tranquillité de la caste béké. Dans l'affaire qui nous concerne aujourd'hui, des militants pacifiques ont été sauvagement agressés et la justice coloniale en a arbitrairement raflé quelques uns, au hasard, pour tenter de refroidir la contestation.

Beaucoup de progressistes en France, en l'absence d'informations valables et influencés par le discours idéologique de la classe dominante sympathisent avec notre peuple

mais pensent que « tout de même, la présence française est une chance » pour nous. Nous bénéficierions des aides sociales qu'on nous verse et nous serions plus « développés » que nos voisins de la Caraïbe. Ce n'est absolument pas le cas.

L'économie de notre pays est totalement extravertie ! Les chiffres révélant notre dépendance sont connus. (80 % en ce qui concerne notre alimentation, pour ne donner qu'un exemple). Soumis à la tutelle de la France et de l'union Européenne, victime de la concurrence déloyale de leurs grandes entreprises, paralysé par des normes inadéquates, administré à tous les plus hauts niveaux par des fonctionnaires français défendant des intérêts qui nous sont étrangers, privé de tout pouvoir politique et législatif notable, notre pays nage dans la tourmente !

Dans son rapport de 2018, l'IEDOM indique que la consommation des ménages en Martinique est estimée à 5,4 milliards d'euros. Ce sont les grandes surfaces, les banques, les agences de téléphonie, les vendeurs d'automobiles et de pièces détachées qui en tirent profit ! Rappelons ici que le déficit commercial, bien sûr en notre défaveur, avoisine les 2 milliards d'euros. « Pas un fer pas un clou qui ne vienne de la métropole » disait déjà Colbert, le rédacteur du code noir.

Signalons encore ce phénomène particulièrement inquiétant qu'est le « génocide par substitution ». Il a commencé avec la mise en place du BUMIDOM, dans les années 60, et il connaît aujourd'hui une dangereuse intensification. La jeunesse est encouragée à quitter le pays, la population diminue, elle vieillit et les institutions aident ceux qu'elles appellent les « expatriés » à s'implanter en Martinique. Rien à voir avec la politique anti-immigrée que le gouvernement français développe sur son propre territoire !

Surtout, qu'on ne vienne pas prétendre que les Martiniquais ont démocratiquement choisi le statut de colonisé par la voix des élections ! Dans notre pays, soumis à une oppression culturelle ininterrompue, à un matraquage idéologique permanent, à un sempiternel chantage à l'aide sociale, le résultat des élections ne légitime pas du tout la domination coloniale. Pour illustrer cette réalité, on peut se pencher sur les résultats des 2 dernières élections dites « nationales ».

Second tour présidentielles

Taux d'abstention : 49,74%. – Blancs et nuls : 13,85 % Pour 310.673 inscrits

Emmanuel MACRON : 104.307 suffrages

Marine LEPEN : 30.195

Elections européennes

Inscrits : 301.572

Participation : 15,22 % des électeurs

Votants : 45.909 dont 3571 votes blancs et 2976 votes nuls.

Le Peuple Martiniquais est de plus en plus conscient qu'il n'a pas d'avenir en restant colonisé par la France. Les luttes qui s'y développent sont de plus en plus radicales et c'est précisément parce que les autorités françaises en sont conscientes, qu'elles renforcent la répression contre ceux qui résistent. Mais, chers amis (es), soyez-en convaincus, l'Etat colonial Français perdra son combat d'arrière-garde !

Cela ne signifie pas pour autant que la marche vers notre émancipation ne sera pas semée d'embûches. Nous sommes tout-à-fait conscients du contexte international dans lequel notre peuple évolue :

Dans le monde actuel, la barbarie ultralibérale sape toutes les bases de l'économie mondiale et tous les acquis des travailleurs. Nous tous subissons le sabotage des systèmes de protection sociale, des services publics de santé et d'éducation. Les attaques du régime Macron contre les retraités et les chômeurs sont, à cet égard, particulièrement scélérates et significatives. Elles touchent notre peuple aussi. C'est partout que se généralisent la pauvreté, le mal-être, la détresse et les violences de toutes natures qui détruisent la vie des individus et déchirent le tissu social.

Dans ce monde, face aux luttes sociales qui s'intensifient, la démocratie de façade s'évapore, les lois liberticides se multiplient et le fascisme monte en puissance.

Dans ce monde, le droit international a volé en éclat sous les coups de boutoir des USA, avec leurs lois extraterritoriales, leurs « sanctions » illégales, le vol des avoirs de pays souverains, les agressions militaires bafouant la charte de l'ONU.

Dans un tel contexte, seule une puissante solidarité entre tous les peuples et une forte convergence de toutes les luttes sociales conduiront à la victoire sur les prédateurs dont nous sommes tous victimes. C'est pour cela que nous avons besoin de votre soutien dans le combat que nous menons aujourd'hui contre la répression et pour la réparation du crime d'empoisonnement. C'est aussi pour cela que nous avons le devoir de soutenir les luttes du peuple Français contre les mesures scélérates du régime Macron.

Kidonk, annou sanblé an-mannyè séryé pou maté kat-la !

Je vous remercie de votre attention.



URGENCE ECONOMIQUE OU BARBARIE CAPITALISTE ?

Une pandémie menace de décimer des centaines de milliers d'êtres humains : «Les entreprises » - entendez les capitalistes - recevront des milliards d'euros, tirés de la poche des contribuables pour assurer leur maintien à flot. Les institutions financières internationales mobilisent déjà les moyens de sauver le système. Ceux d'en bas, par contre, ont peu de chance de voir valablement compensés leurs revenus perdus.

Derrière son appel à « l'unité nationale », le Président français, affublé du titre de « père de la nation » par les propagandistes de service, essaie de maintenir à flot le système capitaliste. La volonté de défendre en priorité les intérêts des classes dominantes est illustrée par le discours de son premier ministre qui essaie d'imposer une conjonction entre « urgence sanitaire » et « urgence économique ».

L'urgence d'humanité, elle, ne l'intéresse pas. Quel conseil scientifique a été réuni pour évaluer les conséquences d'un confinement qui prive brutalement les personnes âgées et dépendantes d'accompagnement ? Quid des personnes psychologiquement fragiles assignées à isolement ? Quel impact de l'interdiction de participer aux enterrements sur la société ? Quels moyens ont été mobilisés pour porter réponse à ses problématiques là ?

Du haut de leur trône, les autorités ont beau jeu de culpabiliser et de vilipender la population qui n'applique pas leurs directives à la lettre. Mais, à qui la faute ? La discipline sociale, la conscience de l'intérêt collectif, cela ne s'improvise pas ! Jour après jour, les empires médiatiques contrôlés par les multinationales, mènent une entreprise planétaire d'abrutissement intellectuel et de dévoiement des valeurs humanistes. Les transgressions permettant d'arriver au haut de l'échelle sont objectivement encouragées. Dans le Kholanta libéral planétaire, on est « éduqué » à s'insulter, à se trahir, à s'écraser réciproquement, à ne s'unir que si cela permet de rafler le totem. Comment s'attendre à des comportements solidaires quand on prêche, à tout bout de champ, le culte de l'individualisme, de la « compétitivité » et du « savoir se vendre » ?

Ceux qui doivent être vilipendés ce sont les apôtres de l'ultralibéralisme, du productivisme et du consumérisme. Ce sont ceux qui sabotent les services publics et génèrent l'accroissement de la pauvreté, privant ainsi la société des moyens d'une lutte efficace contre les catastrophes sanitaires, climatiques ou autres. Ce sont les promoteurs de cette globalisation orchestrée par les multinationales qui se traduit par une

extraversion de l'économie des pays colonisés et néo-colonisés confinant ceux-ci dans une situation de dépendance et d'extrême vulnérabilité. Ce sont ces brutes qui envoient les personnels de la santé au front sans protection conséquente, après qu'ils les aient matraqués et gazés lorsqu'ils se mobilisaient pour défendre l'hôpital public ; ce sont ceux qui intimement aux travailleurs l'ordre d'aller assurer la continuité du profit des « entreprises », après avoir multiplié les lois pour précariser à l'extrême leur situation et pour permettre aux employeurs de les jeter comme des kleenex dès qu'ils ne sont pas suffisamment rentables.

Le système capitaliste, pudiquement qualifié de libéral, est un système barbare. C'est en le mettant à bas que l'humanité sera en condition d'affronter les catastrophes environnementales, sanitaires et autres qu'il génère immanquablement.

Alors, profitons de ce boiteux confinement physique que les autorités françaises nous imposent pour rompre définitivement avec le confinement idéologique dans lequel elles nous enserrent.

La situation actuelle nous donne l'occasion de mieux apprécier le rôle de l'Etat et des services publics dans la bonne organisation et dans la protection de la société. Voilà que le gouvernement envisage des « nationalisations » ! Après, chaque guerre, chaque catastrophe majeure, chaque Krach boursier on y fait appel pour redresser la situation. Et puis, quand celle-ci est rétablie et qu'il y a de nouveau des profits à engranger, on reprend le couplet sur « la plus grande efficacité du privé » pour remettre les entreprises aux capitalistes !

Eh bien non ! C'est en établissant définitivement la priorité du public dans l'organisation sociale et économique que les populations pourront prétendre à l'équité, à l'harmonie et au mieux-vivre collectif.

C'est également l'occasion de nous débarrasser des poncifs destinés à nous maintenir en servitude. Si on veut se « développer », prétendent-ils, il faut absolument « faire appel aux investisseurs étrangers » et « s'arrimer à un grand ensemble ».

Eh bien non ! C'est uniquement en privilégiant le caractère endogène et autocentré de l'économie que le pays pourra être à l'abri des vicissitudes du système capitaliste et des crises inhérentes à la globalisation néolibérale.

Profitons donc de cette crise majeure qui frappe notre pays pour « kolé têt kolé zé-pol » et mettre en œuvre ensemble un projet politique alternatif, global et consensuel.

Robert SAE
19 Mars 2020

CE NOUVEAU CRIME AVEC PREMEDITATION NE RESTERA PAS IMPUNI !

Quand les criminels contraignaient les ouvriers et les ouvrières agricoles, parfois avec leurs enfants, à semer des poisons dans les bananeraies, les mêmes prétextes étaient utilisés : il fallait « sauver l'économie et les emplois » ! Le résultat est là : une population et un pays massacrés par la pollution et les maladies. Les intérêts de la caste avaient été, une fois de plus, défendus.

Aujourd'hui, les ouvriers agricoles vont de nouveau servir de chair à canon dans leur guerre pour le profit : l'Etat français les « autorise » à aller assurer les profits de la caste sur les habitations ! Au détriment de leur vie et de la santé de toute la population ! Tellement strictes sur le confinement de la population, dénonçant avec dédain les irresponsables qui ne le respectent pas, les autorités coloniales considèrent qu'il est essentiel que ces travailleurs aillent produire le dessert destiné à atterrir sur les tables de la « métropole » coloniale ! L'alibi démagogique des criminels est qu'il a été demandé aux maîtres de la plantation d'assurer la sécurité. Quel contrôle est prévu ? Qu'en est-il des précautions sur le parcours ? Incontestablement, une porte est ouverte à la propagation du COVID 19.

Il est prétexté que des syndicats auraient donné leur accord. Lesquels ? Il faut qu'on le dise clairement afin que le moment venu, ils soient jugés au même titre que ceux qui avaient relayé les attentes de la caste en demandant les dérogations pour le chlordécone. Les criminels jouent sur les difficultés économiques des travailleurs et font miroiter primes et salaire pour attirer les sacrifiés. Ceux qui avaient accepté de semer les poisons pour pouvoir se nourrir, meurent aujourd'hui de cancer et regrettent leur erreur.

Ceux-là même qui trouvent des milliards pour indemniser les capitalistes considèrent que les travailleurs agricoles ne valent pas la peine d'être protégés et de recevoir les indemnités financières pour compenser leurs salaires perdus.

Nous appelons nos compatriotes à faire prévaloir le principe de précaution, à rester chez eux garantir la survie de leur famille et de leur peuple. Le moment viendra où ce peuple Martiniquais demandera des comptes aux empoisonneurs, aux scélérats qui profitent de la crise pour augmenter abusivement les prix, à l'Etat colonial et à ses complices.

*Pour le CNCP :
Le Président, Jean ABAUL
29/03/2020*

NOTES

NOTES

CONTACTS

cncpmartinique@gmail.com

Le Président : Jean ABAUL 06 96 41 41 32

Le Porte Parole : Alain LIMERY 06 96 25 28 78

Le Secrétaire : Léon SEVEUR 06 96 33 26 32

RETROUVEZ LES EMISSIONS :

Tous les dimanches de 8h30 à 11h45

Synthèse de l'actualité internationale

Echanges avec les auditeurs sur



88.3 MHz - 93.6 MHz - 105.9 MHz

☎ 0596 03 14 03

Sur le net : www.web-rfaradio.com



Pour consulter Jikanbout TV :

www.jikanbouttv.com



***“La résistance à l’oppression est un droit naturel.
La divinité même ne peut être offensée que nous
défendions notre cause ; elle est celle de la justice
et de l’humanité.”***

LOUIS DELGRÈS

